

Comment l'Oriental promeut sa jeunesse



Quelques aspects socio-démographiques & économiques des jeunes de l'Oriental

El Houcine LAZARO,
Directeur Régional du Haut-Commissariat au Plan
pour la Région de l'Oriental

17



Jeunesse & développement territorial : une responsabilité partagée

Saïda MAHIR,
Chargée de Mission / Agence de l'Oriental

19



Des plateformes proposent aux jeunes des services multiples

Othman ESSAKALLI,
Journaliste

Dossier

27



L'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda conduit aussi à la création d'entreprises

Professeur Yassine ZAGHLOUL,
Président de l'UMP

59



«Les questions liées à la jeunesse sont indissociables des problématiques de croissance, d'investissement et de travail. Voilà pourquoi, pour remédier à la situation précaire des jeunes, il est nécessaire d'innover par des initiatives et des projets concrets, susceptibles de libérer leurs énergies, de leur assurer un emploi, un revenu stable. Alors seulement, ils seront aptes à apporter leur concours actif au développement du pays.»

A titre d'exemple, Je cite le cas particulier des jeunes qui travaillent dans le secteur informel. Leur situation requiert la recherche de solutions réalistes n'impliquant pas nécessairement la mobilisation d'importantes ressources matérielles, mais assurant des moyens et des espaces de travail appropriés pour qu'ils exercent leur activité en toute légalité. De tels remèdes ont l'avantage de créer des bénéfices profitables à cette catégorie de la population et, au-delà, à la société tout entière.

A l'instar de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, Nous appelons à l'élaboration d'une nouvelle politique intégrée dédiée aux jeunes. Axée fondamentalement sur la formation et l'emploi, celle-ci devrait avoir le potentiel nécessaire pour proposer des solutions réalistes aux problèmes réels des jeunes, notamment ceux qui vivent en milieu rural et dans les quartiers périphériques et pauvres.

Pour que cette nouvelle politique puisse réussir et répondre à l'exigence d'efficacité, Nous recommandons que les dispositions de la Constitution servent de source d'inspiration pour son élaboration, et que la parole soit donnée aux jeunes pour qu'ils y contribuent.»

Extrait du Discours Royal prononcé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI
devant les membres des deux Chambres du Parlement à l'occasion de
l'ouverture de la première session de la 2^{ème} année législative de la 10^{ème} législature,
vendredi 13 Octobre 2017

Focus

Renforcement entrepreneurial des jeunes & valorisation des produits locaux dans l'Oriental



Professeur El Kebir HANNOU
Directeur du Pôle Développement Local
Agence de l'Oriental

55

Focus

LA MAISON FAMILIALE RURALE BENI SNASSEN
Une école de la deuxième chance

Mohamed QADIRI,
Président de l'Association MFR Beni Snassen



47

L'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda conduit aussi à la création d'entreprises innovantes

Professeur Yassine ZAGHLOUL,
Président de l'UMP



59

ÉDITORIAL

Au Maroc, la jeunesse a sa Fête et son Ministère Dans l'Oriental elle construit sereinement l'avenir **4**

M. Mohamed MBARKI
Directeur Général de l'Agence de l'Oriental

ÉCLAIRAGE

L'ÉTAT MAROCAIN promeut l'insertion politique et économique des jeunes **5**

Othman ESSAKALLI,
Journaliste

INNOV INVEST et le financement des startups marocaines **11**

Jihad ABAAKIL,
Création de contenus

REPÈRES

UN PROBLÈME MONDIAL également combattu au Maroc : les jeunes «ni à l'école, ni en formation, ni dans l'emploi» **14**

Aziz DIOUF,
Journaliste

Quelques aspects économiques et socio-démographiques des jeunes de l'Oriental **17**

El Houcine LAZARO,
Directeur Régional du Haut-Commissariat au Plan pour la Région de l'Oriental

ZOOM

JEUNESSE & DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL : une responsabilité partagée **19**

Saïda MAHIR,
Chargée de Mission Agence de l'Oriental

DOSSIER

Dans chaque Province, des plateformes proposent aux jeunes des services multiples pour engager leur avenir **27**

Othman ESSAKALLI,
Journaliste

FOCUS

A Berkane, «smart city» exemplaire, tous les jeunes de 4 à 18 ans seront à l'école en 2030 ! **45**

Fatima EL OUAFI,
Journaliste

ASTICUDE, avec, par et pour les jeunes **51**

Souad BOUBNANE,
Coordinatrice de projet Association «Thissagnasse pour la Culture et le Développement»

INTERNATIONAL

LES JEUNES ÉTUDIANTS D'AFRIQUE S'ORGANISENT ET SE FONT CONNAÎTRE À OUJDA **61**

Cheikh Kaïre NDIAYE,
Secrétaire Général du CETASSO

YELO, LE RÉSEAU DES JEUNES ELUS LOCAUX D'AFRIQUE **63**

Jean Pierre ELONG MBASSI,
Secrétaire Général de CGLU Afrique

Éditorial

Au Maroc, la jeunesse a sa Fête et son Ministère Dans l'Oriental elle construit sereinement l'avenir

L'évolution du monde est spectaculaire, fascinante : un changement climatique toujours plus perturbant, un cafouillage des générations à la tête des nations où des octogénaires gouvernent ou bien se disputent le pouvoir, tandis qu'ailleurs de très jeunes leaders l'exerce ou y prétendent, l'émergence du « Nouveau Sud global » venant bousculer des certitudes anciennes trop longtemps obligées... si bien que l'âge devient un indicateur très relatif pour définir la jeunesse !

Vu le temps nécessaire à l'acquisition de l'autonomie et à l'inclusion sociale, l'Union Africaine, dans sa Charte Africaine de la Jeunesse, a fixé cette catégorie aux 15-35 ans ; les Plateformes des Jeunes - chaque Province et la Préfecture de l'Oriental en possède une - situent l'âge limite à 45 ans. Nous adoptons cette définition, d'autant qu'elle nous permet de mieux intégrer l'émergence du genre dans les politiques publiques, la gouvernance des entreprises et le leadership de la société civile. A ce jour, près d'un Marocain sur six est concerné. D'ici 2030, cette proportion ne cessera d'augmenter et le sujet de la jeunesse de croître en importance, dans l'Oriental comme au niveau national.

Au Maroc, la succession harmonieuse des générations est une règle. Et nous y veillons. Notre système politique autant que nos valeurs l'imposent. «A chaque époque ses Hommes et ses femmes» affirmait Sa Majesté le Roi, que Dieu L'assiste dans le Discours du Trône de 2011. Préparer la jeunesse à exercer le pouvoir est donc une démarche parfaitement intégrée, si bien qu'aujourd'hui de nombreux jeunes siègent au Parlement national ; bien avant eux, le «Parlement de l'enfant» visait déjà à préparer une nouvelle génération de responsables politiques pour notre pays.

La jeunesse de l'Oriental ne présente pas de fortes spécificités eu égard à celle d'autres Régions. Son taux de chômage, bien que supérieur à la moyenne nationale, mais qui ne cessait de baisser depuis 1995, subit également l'impact des crises mondiales successives, notamment celle consécutive à la pandémie du Covid19. Pour le redresser les initiatives locales sont essentielles.

En Région, nous savons que les grandes politiques publiques prennent tout leur sens et sont efficaces d'abord par leurs déclinaisons locales. Les Programmes Intilaka, Moukawalati, Tamwilcom ou encore Forsa, ont aidé et financé des dizaines de milliers de jeunes - des milliers dans l'Oriental - qui en sont les bénéficiaires prioritaires. Les startups créées par de jeunes innovateurs se multiplient et bénéficient aussi de facilitations spécifiques, d'infrastructures et d'accompagnements largement décrits ici. La jeunesse en quête d'un premier emploi, salarié ou en créant une activité, se tourne naturellement vers les Plateformes des Jeunes récemment créées et portées par les financements de la Phase III de l'INDH avec le soutien de l'Agence de l'Oriental. Les exemples fourmillent et nous en évoquons ici. Le dossier central de cette Revue leur est consacré.

La jeunesse n'a jamais cessé d'être une priorité majeure du Souverain et, sous Ses Hautes Orientations, du gouvernement et des institutions à tous les échelons, centraux et territoriaux. La Fondation Mohammed V pour la Solidarité en a été l'un des acteurs dynamiques.

Le Maroc apparaît donc à la pointe des préoccupations continentales car la jeunesse est perçue comme l'une des clés de l'avenir de l'Afrique. Nous le rappelons ici à travers la place faite aux jeunes élus et l'espoir placé en eux. A nous, institutions d'Afrique, de travailler sans retenue à la relève !

M. Mohamed MBARKI
Directeur Général de l'Agence de l'Oriental



L'ETAT MAROCAIN promeut l'insertion politique et économique des jeunes

Othman ESSAKALLI,
Journaliste

L'auteur est un observateur avisé des politiques gouvernementales en matière de développement depuis de longues années. Sensible à la problématique de l'inclusion des jeunes avec une lecture sociétale ambitieuse pour son pays, il délivre une lecture panoramique positivement critique sur les nombreux dispositifs inclusifs proposés aux jeunes pour conforter leur insertion.

Le chiffre est parlant : au Maroc, 3 chômeurs sur 10 ont moins de 24 ans. Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) indique en mai 2023 que le taux de chômage des 15/24 ans est de 35,3% (20,9% chez les 25/34 ans), le pays comptant près de 6 millions de jeunes. Ce contingent est important et on comprend mieux les enjeux liés à la formation comme à l'insertion professionnelle. L'inclusion des jeunes dans l'économie et leur participation à la vie politique du pays sont capitales pour le développement du Royaume.

Accompagner «l'aubaine démographique»

Actuellement, cette tranche d'âge participe trop peu à la vie active, avec un taux d'activité de 23,9%. La plupart des jeunes sont lycéens, étudiants ou femmes au foyer ; environ un million travaillent et près de 450 000 cherchent un emploi. Ces données montrent l'importance du problème pour l'avenir du Maroc, qui vit actuellement une «aubaine démographique».



Celle-ci offre une opportunité, fondée sur la baisse de la fécondité, la diminution du taux de dépendance et l'augmentation de la proportion des personnes en âge de travailler. Dans cette dernière catégorie, les jeunes forment le

gros du contingent, leur part atteignant ses plus hauts niveaux ces dernières années. On parle d'un groupe d'âge (15/24 ans) qui représente aujourd'hui 16,2 % de la population totale. Les experts conviennent que des mécanismes d'accompagnement à l'insertion de ces jeunes sont nécessaires pour tirer profit de cette «aubaine» qui «peut avoir d'importantes conséquences microéconomiques et macroéconomiques, de nature à renforcer significativement la croissance potentielle ; mais cette aubaine ne pourra se concrétiser que si l'économie génère les emplois pour absorber l'offre de travail, notamment des jeunes et des diplômés» (Rapport 2020 de l'Observatoire National du Développement Humain - ONDH).

La Constitution, l'Etat et le monde associatif

En ce sens, de nombreuses initiatives ont vu le jour sous impulsion royale. L'idée centrale est de permettre aux jeunes Marocains de s'impliquer davantage dans la marche du développement, aux plans politique et économique.

> Eclairage

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a multiplié Ses interventions en faveur de la jeunesse ; cela transparait dans les réformes portées par la Constitution de 2011. Ainsi, l'article 33 de la Loi fondamentale stipule : «*il incombe aux pouvoirs publics de prendre toutes les mesures appropriées en vue d'étendre et généraliser la participation de la jeunesse au développement social, économique, culturel et politique du pays ; d'aider les jeunes à s'insérer dans la vie active et associative et prêter assistance à ceux en difficulté d'adaptation scolaire, sociale ou professionnelle ; de faciliter l'accès des jeunes à la culture, à la science, à la technologie, à l'art, au sport et aux loisirs, tout en créant les conditions propices au plein déploiement de leur potentiel créatif et innovant dans tous ces domaines*».

L'inclusion politique et économique des jeunes fait donc partie des droits constitutionnels ; c'est l'une des priorités nationales. En ce sens a été prévu le Conseil Consultatif de la Jeunesse et de l'Action Associative, ainsi défini dans l'article 170 de la Constitution : «*... une instance consultative dans les domaines de la protection de la jeunesse et de la promotion de la vie associative. Il est chargé d'étudier et de suivre les questions intéressant ces domaines et de formuler des propositions sur tout sujet d'ordre économique, social et culturel intéressant directement les jeunes et l'action associative, ainsi que le développement des énergies créatives de la jeunesse, et leur incitation à la participation à la vie nationale, dans un esprit de citoyenneté responsable*». Ce Conseil n'a pas encore vu le jour - la Loi cadre date de 2018 - et on s'attend à sa création prochaine.

Comme l'indique son intitulé, il devra renforcer le lien entre jeunesse et monde associatif, que l'on peut qualifier de central tant les associations menant des actions en faveur des jeunes sont nombreuses. Au Maroc, elles seraient plus de 200 000, dont une très grande partie visent les jeunes, même ponctuellement ou partiellement. Ce Conseil mesurera précisément leur nombre et leurs besoins. Ses objectifs visent l'inclusion politique et économique des jeunes.



Sa Majesté le Roi inaugure la plateforme des jeunes «Argana», première du genre, le 13/02/2020 à Aït Melloul, réalisée dans le cadre du Programme III de l'INDH

Il s'agit de libérer leurs énergies pour rendre effective leur «participation à la vie nationale» et de favoriser l'appui des pouvoirs publics à des associations relais des jeunes. La Constitution de 2011 a favorisé un large développement des associations de jeunes sur tout le territoire.

Les observateurs estiment qu'une meilleure relation entre les institutions et les jeunes s'est installée, car ils sont consultés sur des questions politiques. Dans les instances où ils sont représentés - nationales, régionales ou locales - les jeunes investissent plus activement les actions des pouvoirs publics. Partout dans le pays, ils s'impliquent comme force de proposition et d'action. Or, participer au débat c'est déjà s'associer à la décision. Très logiquement, les jeunes seront affectés à terme par des mesures prises aujourd'hui, d'où la nécessité de renforcer leur inclusion au niveau de la décision politique, comme y engage la Constitution.

Etat et jeunesse : un espace civique élargi

Etablir une relation solide entre jeunes et institutions est bien ce que prône la

Loi fondamentale. C'est pourquoi ces dernières années les gouvernements se sont engagés dans la protection et la promotion d'un espace civique élargi. Ils veillent à ce que les règles, lois et institutions permettent effectivement aux jeunes d'exercer pleinement leurs droits. Pour favoriser l'action politique des jeunes, la Stratégie Nationale Intégrée de la Jeunesse (SNIJ) a été lancée. Son élaboration est en cours, pilotée par Département ministériel en charge de la Jeunesse. L'objectif principal de la SNIJ est de placer les jeunes au cœur des politiques publiques, conformément à la Constitution. La stratégie définit des axes destinés à structurer la feuille de route de l'action gouvernementale en faveur de la jeunesse :

- augmenter les opportunités économiques pour les jeunes et promouvoir leur employabilité ;
- accroître l'accès et la qualité de services de base pour la jeunesse et réduire les disparités géographiques ;
- promouvoir la participation active des jeunes dans la vie sociale et civique et dans la prise de décision.

Au Maroc, en matière de développement, une méthode porte ses fruits : l'appui aux associations.

Pour l'inclusion des jeunes, beaucoup de structures peuvent bénéficier de nombreux programmes, notamment si elles concernent des domaines tels que le développement durable, le renforcement de la démocratie locale ou encore le développement de l'éducation informelle, des champs d'action en lien avec la jeunesse. Elles peuvent bénéficier d'appuis mis en place par les pouvoirs publics, notamment avec l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH), lancée en 2005. On parle ici de financements, de formations et des programmes dont peuvent bénéficier les associations, dès lors que leurs activités participent à l'inclusion des jeunes. Depuis septembre 2018, la phase 3 de l'INDH est en cours. Parmi ses quatre programmes, le troisième - «Amélioration du revenu et l'inclusion économique des jeunes» (ARIEJ) - est doté d'un budget de 4 milliards de Dirhams ; il vise à lancer une nouvelle génération de projets d'inclusion économique des jeunes.

المبادرة الوطنية للتنمية البشرية Initiative Nationale pour le Développement Humain

Il s'agit de favoriser l'employabilité et de faciliter l'accès à l'entrepreneuriat, à des personnes de 18 à 34 ans.

Les outils et supports de l'inclusion économique

Parmi les outils mis en place par le Programme ARIEJ : les «Plateformes Jeunes», des espaces dédiés aux jeunes motivés par l'innovation. Ce sont de véritables carrefours, offrant un grand accès à l'information. Selon le Ministère de l'Intérieur, ces espaces sont créés dans toutes les Provinces. Ils sont dédiés principalement à l'écoute, l'orientation et l'accompagnement des jeunes par des professionnels aguerris en mesure de les conseiller, selon leur profil, leur potentiel et leurs objectifs. En ces lieux, des offres personnalisées de formation sont proposées. Pour accompagner les jeunes engagés dans un projet, des ateliers vont les aider à s'organiser, à mettre en place leur entreprise, puis pour assister leur démarrage.

Pour les bénéficiaires, c'est un accompagnement personnalisé : des conseillers à même de les guider, l'accès à des formations qualifiantes et à des financements. Il s'agit de renforcer les compétences, notamment en matière de développement personnel comme d'accès à l'information. 2023 est la dernière année de ARIEJ.

Le quatrième Programme de l'INDH s'attaque à la déscolarisation qui accroît les risques de marginalisation de trop nombreux jeunes. L'abandon scolaire reste trop répandu. Le rapport publié en mai 2023 par le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) parle d'une «hémorragie» qui a touché plus de 330 000 élèves au cours de l'année 2021-2022, soit une hausse de 27% en moins de deux ans. L'impact de la pandémie explique pour une part cette très forte hausse du décrochage scolaire.

L'un des objectifs de l'INDH est d'accompagner les élèves pendant leur

scolarité, pour, à terme, favoriser leur insertion dans la vie active et, plus largement, leur inclusion économique. Depuis son lancement, l'Initiative permet aussi à de jeunes entrepreneurs de bénéficier de financements : des fonds nécessaires à ces TPME, que les bénéficiaires peuvent aussi collecter auprès de divers programmes, publics comme privés.

Moukawalati est l'un des plus importants. Son objectif central est de contribuer à la lutte pour l'emploi par l'appui à la création d'entreprises, en proposant un accompagnement et la possibilité d'un financement.

Moukawalati, pour accompagner la création d'entreprises

Lancé en 2006, ce programme gouvernemental a la particularité d'être représenté sur l'ensemble du territoire via des comités régionaux.

Plus proche de vous, plus facile pour vous.

مقاولتي

www.anapec.org

Plus proche de vous, plus facile pour vous.

مقاولتي

www.anapec.org

Visuels du Programme Moukawalati (relance par l'ANAPEC en 2012)

> Eclairage

On accède à Moukawalati par un guichet unique. Pour y être éligible et bénéficier ainsi du financement bancaire, il faut porter un projet de création d'entreprise et être âgé de moins de 45 ans. Les jeunes candidats doivent détenir un diplôme (public ou privé), ou au moins un certificat de l'enseignement primaire, et être inscrits à l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC).

L'investissement prévisionnel doit s'inscrire entre 50 000 et 500 000 Dirhams. Pour le financer, le programme prévoit «la délégation de la gestion de la garantie de 85% du crédit bancaire par Tamwilcom (ex-Caisse Centrale de Garantie) aux banques pour le compte de l'Etat».



Autrement dit, les crédits délivrés par les banques sont garantis à 85% par l'Etat. L'accompagnement comprend :

- l'étude de marché et l'étude technique du projet, où des formations pratiques sont proposées aux jeunes entrepreneurs (les informations relatives au projet sont collectées lors d'ateliers collectifs, afin d'établir le business plan) ;
- l'appui au lancement, moment où le business plan est revu avec la banque qui débloque le crédit à un taux préférentiel, avec d'autres avantages, notamment pour le délai de remboursement ;

- le suivi du projet, avec un dispositif pour veiller aux activités de la nouvelle entreprise (des recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'entreprise au fil de son activité).

Les jeunes candidats doivent s'adresser aux Centres Régionaux d'Investissement (CRI). Ils permettent d'accéder à tous les dispositifs d'aide prévus par le gouvernement, via un guichet unique.

Les résultats mitigés de Moukawalati

Certains observateurs jugent Moukawalati comme un échec, des lacunes ayant été identifiées dans sa mise en œuvre. Ils ont dénoncé un manque de transparence dans la sélection des projets. Ensuite, la formation dispensée a été jugée insuffisante par des jeunes entrepreneurs qui ont exprimé, dans la presse et les réseaux sociaux, leur déception quant aux compétences acquises. Enfin, toujours selon des témoignages, la lourdeur bureaucratique entravait l'efficacité du Programme. Des reportages ont présenté ceux qui, mal préparés à l'entrepreneuriat, n'arrivaient pas à rembourser leurs crédits. Parfois en faillite, certains jeunes basculaient dans l'angoisse de poursuites personnelles...

Le site Article19 par exemple dressait un sombre bilan du programme au terme d'une décennie d'activité : «le nombre d'entreprises créées depuis le lancement officiel du programme en 2007 et jusqu'en 2017 n'était que de 2 050».

L'article reprenait les propos de Fathallah Ahmed, ancien membre de la coordination nationale du Programme :

«La plupart des bénéficiaires ont échoué dans leurs projets (...)».

Depuis, des améliorations notables sont intervenues et d'autres programmes d'accompagnement ont vu le jour : Intelaka, lancé en 2019, et Forsa, en 2022. Ils affichent de très bons résultats.

Les bons résultats des Programmes Intelaka et Forsa

Forsa vise les jeunes de plus de 18 ans «résidents au Maroc comme Marocains établis à l'étranger, qu'ils soient porteurs d'idées ou de projets d'entrepreneuriat ou fondateurs de TPE de moins de 3 ans». En tout, plus de 168 000 candidatures sont parvenues via la plateforme numérique du Programme. Toujours de source officielle, on annonçait au terme d'une année que près de 10 000 projets avaient été accompagnés.

Même tendance pour Intelaka, lancé il y a 4 ans, qui cible les jeunes diplômés, les auto-entreprises, les micro-entreprises, les entreprises exportatrices et les TPE. En mars dernier, les prêts accordés dans le cadre de ce Programme dépassaient 6 milliards de Dirhams ; un record ! Pour chaque projet retenu, Intelaka propose un financement jusqu'à 1,2 million de Dirhams, avec des taux très avantageux (2% pour Damane Intelak et 1,75% pour Damane Intelak Al Moustatmir Al Qarawi).

En un an, 44 700 crédits ont été distribués, au profit de 28 700 bénéficiaires : un franc succès. L'hebdomadaire La Vie Economique le commente ainsi : «Intelaka a presque atteint les objectifs projetés lors de son lancement en nombre de bénéficiaires et les a dépassés s'agissant des emplois créés».

Des crédits garantis par l'Etat via Tamwilcom

Pour ces Programmes, Tamwilcom couvre les montants contractés auprès des banques à hauteur de 85%. D'après le site du Ministère de l'Economie et des Finances, cette institution financière est «l'intervenant unique de l'Etat en matière de garantie publique des financements». Tamwilcom participe au déploiement du Programme Intégré d'Appui et de Financement des Entreprises Intelaka, avec trois offres : Da-



mane Intelak, Damane Intelak Al Moustatmir Al Qarawi et Start-TPE. Dans son dernier rapport d'activité, Tamwilcom souligne la croissance forte d'un autre produit, Damane Express, «qui a ouvert à lui seul à près de 50 000 crédits en faveur des TPE, soit une hausse de 16% par rapport à l'exercice 2021». Lancé en juin 2012, cette garantie des prêts facilite l'accès des TPME et TPE au financement. Damane Express propose une garantie partielle aux banques, qui permet aux jeunes entrepreneurs d'obtenir des conditions de remboursement plus favorables.

Une dynamique relancée par le Nouveau Modèle de développement

L'inclusion des jeunes au Maroc est au nombre des recommandations du Nouveau Modèle de Développement (NMD), qui impacteront fortement les politiques publiques à venir. Publié en mai 2021, le rapport sur le NMD a été pensé pour orienter la stratégie économique et sociale du pays à l'horizon 2035. L'un des principaux objectifs est de favoriser l'épanouissement des jeunes. Autre priorité liée à la jeunesse : renforcer le capital humain, avec une éduca-



L'inclusion économique des jeunes par l'auto-emploi, sans distinction de genre

La garantie par l'Etat réduit le risque des banques car le gouvernement encourage ce secteur à soutenir davantage ce genre d'entreprises. Tamwilcom indique qu'à fin 2022, «sur près de 61 500 crédits garantis, 92% étaient en faveur des microentreprises et des très petites entreprises».

Toujours en 2022 et selon Tamwilcom, 31 500 entreprises ont bénéficié de crédits pour un montant global de plus de 8,7 milliards de Dirhams, l'essentiel des prêts étant destiné à l'investissement (93%), avec un impact estimé à plus de 112 000 emplois créés.

tion et une santé publique de qualité. Le document se fixe comme objectif «la transformation structurelle de l'économie» avec notamment pour conséquence bénéfique «la libéralisation de l'initiative entrepreneuriale, l'amélioration de la compétitivité, l'orientation de l'investissement privé et la valorisation de l'économie sociale».

Le NMD prône l'inclusion pour «renforcer la résilience et la participation de tous les Marocains à la dynamique nationale du développement».

Le NMD appelle aussi à «redéfinir les stratégies de développement régional».

L'ENTRAIDE NATIONALE ET L'INCLUSION DES JEUNES DÉMUNIS

التعاون الوطني
+٥٣١١٤٣+ | ١١٤٥٣٥٣٥



ENTRAIDE NATIONALE
NATIONAL MUTUAL AID

L'Entraide Nationale a été créée par dahir le 27 avril 1957, soit moins de 6 mois après l'Indépendance. Le nouvel organisme a fédéré les associations musulmanes de bienfaisance, qui structuraient jusque-là le champ de l'action sociale du pays.

Dès les premières années de son existence, l'Entraide Nationale a développé des programmes pour la promotion familiale, la protection de l'enfance et l'émancipation de la femme. Erigé en Haut-Commissariat en 1968, l'organisme, qui constituait un Secrétariat d'Etat au début des années 70, intervient actuellement dans la lutte contre les précarités.

Il est donc l'un des plus expérimentés au Maroc en matière de lutte pour l'inclusion des plus fragiles.

Pour les jeunes, surtout les plus démunis d'entre eux, cela se traduit notamment par la création de centres de formation dans toutes les Régions, car l'organisme possède des Délégations partout dans le pays. Dans l'Oriental, par exemple, la Commune d'Aklim a été dotée récemment d'un centre d'accueil pour jeunes filles (Dar Taliba), construit et équipé pour un investissement de plus de 3,5 millions de Dirhams. Le lieu offre hébergement, restauration, formation et appui scolaire, en plus d'activités culturelles et sportives, pour 64 jeunes bénéficiaires de la Région.

Placée aujourd'hui sous la tutelle du Ministère de la Solidarité, ses ressources sont constituées en grande partie de l'apport annuel de l'Etat, qui dépassait 350 millions de Dirhams ces dernières années. L'entité bénéficie aussi des dons de bailleurs de fonds marocains et internationaux.

> Eclairage

Il s'agira, selon le rapport réalisé par une Commission Spéciale nommée par le Souverain et présidée par Monsieur Chakib Benmoussa, de «replacer les territoires comme source de création des richesses et d'ancrage des principes de la durabilité des ressources et de leur résilience face aux effets du changement climatique».

L'avenir appartient aux Régions

Politique ou économique, l'inclusion des jeunes passe par le renouveau des politiques de développement dans les 12 Régions du Royaume. C'est le sens de la dynamique en cours. Le premier article de la Constitution précise : «l'organisation territoriale du Royaume est décentralisée, fondée sur une régionalisation avancée».

Qu'ils soient (ou deviennent) élus locaux, acteurs associatifs ou entrepreneurs, les jeunes doivent trouver les moyens de se réaliser, en participant au développement de leur Région. C'est pourquoi plusieurs initiatives favorisent l'inclusion des jeunes, comme la création de Conseils régionaux de la jeunesse, qui offrent aux jeunes un espace de dialogue et d'initiatives pour répondre à leurs besoins spécifiques. Pour l'accès à l'éducation et à la formation, la «régionalisation avancée» s'accompagne de la mise en place de programmes éducatifs adaptés aux besoins locaux et par le renforcement des infrastructures éducatives. Le soutien à l'emploi des jeunes comprend des offres de formation professionnelle, des dispositifs d'accompagnement à l'entrepreneuriat et des incitations à l'embauche par les entreprises régionales. Pour financer les projets, les Régions mettent en place des mécanismes de financement tels que : subventions, prêts à taux préférentiels ou fonds d'amorçage pour les jeunes entrepreneurs.

Chaque Région mena ses actions selon son Plan de Développement Régional (PDR), élaboré par son Conseil Régional en concertation avec des acteurs locaux. Ces PDR, véritables outils stratégiques, orienteront le développement économique, social et environnemental, en intégrant les réalités locales.

L'idée est de répondre aux différents enjeux socio-économiques et environnementaux propres à chaque territoire. Les fonds affectés dans ce cadre sont importants. A titre d'exemple, le PDR de la Région de Casablanca-Settat sur la période 2022-2027 est doté d'une enveloppe de 53 milliards de Dirhams ; celui de l'Oriental dépasse les 19 milliards. Ces investissements conséquents vont améliorer la vie des jeunes en Régions.

Les clés du succès : le dialogue et une éducation de qualité

L'inclusion des jeunes au Maroc repose sur plusieurs facteurs-clés, comme la création d'emplois par l'accompagnement des créations d'entreprises, ou encore la promotion de la participation au jeu politique, local ou national. Un rapport publié en 2020 par l'ONDH et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) notait que les politiques concernant les jeunes du pays ne répondaient pas à leurs

attentes et manquaient de cohérence : «Elles ne tiennent pas compte de la diversité et de la réversibilité des parcours des jeunes, ce qui conduit à l'exclusion de fait de nombre d'entre eux, souvent réduits à l'invisibilité».

Pour mieux mettre en œuvre les politiques et programmes en faveur des jeunes, il faudra plus de coopération entre acteurs gouvernementaux, société civile, secteur privé et jeunes eux-mêmes. C'est pourquoi il est essentiel de créer des espaces de dialogue et de collaboration, pour partager les bonnes pratiques et éviter les erreurs.

Mais le plus important est de garantir un accès équitable à une éducation de qualité. Pour répondre aux besoins du marché du travail, des investissements lourds dans les infrastructures éducatives et la formation des enseignants sont nécessaires. Il faudra aussi promouvoir l'éducation non formelle et l'apprentissage tout au long de la vie, pour permettre aux jeunes de réussir dans un monde en constante évolution.

LA FONDATION MOHAMMED V POUR LA SOLIDARITÉ SOUTIENT LA CRÉATION D'ENTREPRISES PAR LES JEUNES DÉMUNIS



FONDATION
MOHAMMED V
POUR LA SOLIDARITÉ

La vocation première de la Fondation est la lutte contre la précarité. Son premier slogan, lors de sa création en 1998, était d'ailleurs : «Unis pour les démunis».

Les jeunes sont aujourd'hui, avec la santé et la lutte contre la précarité, les axes majeurs des programmes de la Fondation. Dernier exemple en date : le lancement du «Programme d'insertion à travers des activités économiques des jeunes porteurs de projets 2022-2024» dans la Région de Casablanca-Settat. Il propose des formations et des financements aux personnes de 22 à 40 ans, s'ils sont issus de catégories défavorisées et désireux de développer une activité génératrice de revenus.



L'ambition de ce dispositif d'appui aux jeunes pour créer et développer de très petites entreprises est de favoriser leur insertion dans le tissu économique et social. Les bénéficiaires doivent être lauréats des Centres de Formation Professionnelle ou bien travailler dans l'informel, qu'ils aient, ou non, déjà contracté des micro-crédits.

Le Programme propose aux porteurs de projets plusieurs services, dont le financement de la totalité de l'investissement. La seule condition est que le candidat dispose du fonds de roulement. Il doit aussi avoir bénéficié d'une formation ou d'un accompagnement.



INNOV INVEST et le financement des startups marocaines

*Jihad ABAKIL,
Création de contenus*

L'accompagnement des startups est l'une de ses spécialités. L'auteure travaille leur communication et accompagne leur lancement. Elle sait les contraintes que subissent ces jeunes entreprises dynamiques mais aussi les espoirs qu'elles suscitent. Quand la jeunesse représente 60% de la population africaine, on comprend que les startups, numériques notamment, soient perçues comme un vecteur de réussite qui fascine. Au Maroc, des outils de financement sont accessibles.

Selon le Global Startup Ecosystem Index 2022, le Maroc est classé 79^{ème} sur les 100 pays les plus actifs dans la création de startups (95^{ème} en 2021), d'après les critères de la quantité, de la qualité et de l'environnement commercial de ce type d'entreprises. On estime le nombre des startups au Maroc à environ 2 000, portées pour bon nombre d'entre elles par de jeunes entrepreneurs (l'âge moyen des créateurs avoisine 27 ans).

Le rôle décisif de Innov Invest, face à la rareté des financements

Plus de 450 startups ont été accompagnées par le dispositif Innov Invest. Lancé en 2019 par Tamwilcom (anciennement la Caisse Centrale de Garantie - CCG), ce fonds, soutenu par le gouvernement, a été financé par un prêt de 500 millions de Dirhams de la Banque Mondiale et par un appui budgétaire de 125 millions de Dirhams de l'Union Européenne.

Il est arrivé à échéance en 2022 et une nouvelle mouture, dite Innov Invest 2.0, est en préparation et attendue pour l'été 2023. La rareté du capital-risque et des capitaux de départ met en risque le développement des startups dans le Royaume ; 5^{ème} puissance économique du continent, le Maroc n'apparaît qu'au 15^{ème} rang pour le volume des levées de fonds.

Innov Invest fut donc une bouffée d'oxygène salvatrice. Ce fonds permet de faciliter l'accès au financement des startups innovantes. Selon Tamwilcom, les 450 startups qui ont été financées par des investisseurs, marocains et étrangers, ont généré près de 300 millions de Dirhams de chiffre d'affaires et 1 300 emplois, qu'occupent notamment des jeunes de moins de 30 ans.



> Eclairage

De plus, une quarantaine de brevets ont été déposés. La plupart de ces entreprises innovantes sont orientées vers des secteurs à forte valeur ajoutée, comme les technologies de l'information et de la communication, ou plus largement les services et supports à caractère digital, la finance et l'agriculture. Les autres proposent des solutions dans les domaines de la santé, de l'éducation et du tourisme.

Un dispositif plutôt sophistiqué aux résultats remarquables

Une vingtaine d'incubateurs et d'accélérateurs, labélisés par Tamwilcom, accompagnent les activités de ces entreprises naissantes avec des formations et des financements, dans un pays qui, de l'avis de spécialistes, offre un cadre fiscal favorable et des ressources humaines de qualité. Ces incubateurs bénéficient du fonds Innov Invest, pour le redistribuer aux startups qu'ils accompagnent. Dans ce cadre, plusieurs produits sont à disposition des startups :

- les aides financières Innov Idea peuvent atteindre 200 000 Dirhams ;
- les prêts d'honneur Innov Start sont à hauteur de 500 000 Dirhams ;
- Innov Risk est une avance remboursable dont le montant maximum est fixé à 2 millions de Dirhams ;
- Innov Dev, un prêt participatif, peut atteindre 3 millions de Dirhams.

Selon la Banque Mondiale, qui finance une grande partie du fonds, Innov Invest a permis de mobiliser 47,3 millions de Dollars de capitaux privés auprès d'une quinzaine d'investisseurs locaux et internationaux, au profit de startups marocaines ; l'objectif était de 30 millions de Dollars. Au vu de ses résultats, l'institution de Bretton Woods a qualifié le programme de «satisfaisant».

Le contexte n'est plus favorable pour les jeunes entrepreneurs

La transition vers l'économie numérique globalisée est en marche, mais après l'euphorie de la décennie 2010, le flux des financements accordés aux star-

tups par les capitaux-risqueurs aurait chuté de 78% en un an ! En cause, le nouveau paradigme dû aux effets dévastateurs cumulés de la pandémie et de la guerre en Ukraine.

Dans une économie mondialisée en fragilité ; les investisseurs se tournent vers les valeurs jugées plus sûres et délaissent les entreprises dont le modèle économique est encore en mutation, aux mains de néo-entrepreneurs qui ont encore à faire leurs preuves. S'y ajoute la remontée conséquente des intérêts bancaires. Dès lors, l'Etat paraît seul en situation d'intervenir et d'imposer une

vision holistique globale préservant un cadre stimulant pour faire se développer les plus porteuses des entreprises nouvellement créées.

De nombreux organismes prétendent financer les startups au Maroc. La plupart sont en fait des incubateurs, qui assistent les startups, mais les fonds qu'ils ont levés provenaient en fait souvent de Innov Invest ou d'autres fonds véritablement dédiés au financement des startups. Parmi ceux-ci, les principaux figurent ci-contre. Les ambitions de certains dépassent le cadre marocain et visent l'échelle continentale.

GITEX AFRICA MOROCCO, pour débattre de l'économie numérique et connaître les startups d'Afrique

Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI s'est tenu à Marrakech, du 31 mai au 02 juin 2023, cet événement essentiel qui marque la forte présence du Royaume dans le domaine des technologies numériques.

Près de 900 exposants, notamment une centaine des startups marocaines, y étaient présents ; 250 dirigeants des secteurs publics et privés, des intellectuels et des personnalités politiques sont venus débattre au sein du GITEX Africa Digital Summit, rencontre de haut niveau abritée par l'événement.



La dimension internationale, surtout africaine, de l'événement ouvre aux exposants de belles perspectives sur un marché qui se pense et se construit désormais de plus en plus à l'échelle continentale. Environ 30% des investissements en Afrique ont actuellement à voir avec l'économie numérique.

Les jeunes créateurs de startups sont venus aussi, sinon surtout, pour rencontrer des investisseurs. A eux de contribuer à donner vie aux projets en apportant les ressources du développement ; à l'Etat et ses différentes entités d'y contribuer mais aussi de veiller à la facilitation des contextes, en limitant autant que faire se peut les obstacles administratifs voire en contribuant également au plan financier. Dans ce dernier domaine, bien des formules sont possibles, notamment via la fiscalité, des fonds et garanties dédiés, mais aussi par la commande publique si les solutions digitales proposées rejoignent les conditions de l'intérêt général.

LES AUTRES CAPITAL-RISQUEURS ACTIFS AU MAROC

UMP6 Ventures

<https://um6pventures.com/>

UM6P Ventures est l'entreprise de capital-risque de l'Université Mohammed VI Polytechnique. Sa mission, avec le soutien du Groupe OCP, est d'accompagner l'entrepreneuriat et d'accélérer l'innovation scientifique au Maroc et en Afrique. Pour ce faire, deux fonds ont été créés : Digital Transformation Startup (pour les projets numériques) et Deeptech Ventures.

Maroc Numeric Fund

<https://leseco.ma/maroc/maroc-numeric-found-le-fonds-desormais-accessible-aux-startups-marocaines-a-letranger.html>

Le fonds Maroc Numeric Fund compte parmi ses actionnaires Tamwilcom, Attijariwafa Bank, Chaabi Capital Investissement, Bank of Africa et MITC (la société gestionnaire des Technoparks). Il concerne les startups ayant déjà bénéficié d'un apport financier d'autres programmes ou de l'apport de business angels. L'investissement se situe entre 1 et 10 millions de Dirhams.

Afriquia 50 Sprints

<https://afriquia50sprints.com/>

Créé par Afriquia, en partenariat avec l'incubateur HEC Paris, le programme 50 Sprints accompagne et finance les startups dans les domaines de la mobilité et des énergies nouvelles, au Maroc et à l'international. Les projets innovants peuvent être financés à hauteur de 1 million de Dirhams, sous réserve d'une prise de participation dans le capital.

SG Social Impact Fund

<https://www.panorapost.com/post.php?id=41218>

Lancé en juin 2023 par Société Générale du Maroc, ce fonds vise à financer les associations porteuses de projets favorisant l'insertion socioprofessionnelle et l'autonomisation des jeunes. Composé de titres obligataires peu sensibles aux variations, ce fonds, selon la banque, protège les capitaux placés par les investisseurs, institutions, entreprises ou personnes physiques.

AB Accelerator

<https://www.abaccelerator.co/>

Créé par Arab Bank, AB Accelerator investit, dans le monde entier, dans le capital d'entreprises naissantes du secteur des NTIC, financées dans le cadre d'un partenariat. L'objectif est de développer des produits à même d'améliorer les processus d'affaires ainsi que les relations-clients de la banque, représentée à Casablanca, dont le siège est à Amman, en Jordanie.

EBRD Star Venture

<https://medias24.com/2022/03/15/la-berd-lance-le-programme-star-venture-pour-accompagner-les-startups-marocaines/>

Le Star Venture de la Banque européenne de développement s'adresse aux startups à fort potentiel, dans plusieurs pays. Le programme lancé au Maroc en mars 2022 a été financé par la Corée du Sud. En plus d'un financement, les porteurs de projets bénéficient des conseils de mentors internationaux, de spécialistes de la croissance et du développement commercial.

Endeavor

<https://intaliq.ma/organism/endeavor-morocco>

Créé en 1997, Endeavor est une organisation basée à New York, représentée à Casablanca. Son fonds est dédié exclusivement aux entrepreneurs qu'elle sélectionne. Pour les appuyer dans leur levée de fonds et rassurer les investisseurs potentiels, elle injecte systématiquement 10% du montant récolté auprès d'autres fonds.

Orange Corners Innovation Fund

<https://www.orangecorners.com/more-than-incubation/orange-corners-innovation-fund-ocif/>

OCIF est un programme néerlandais de subventions qui vise à stimuler l'innovation en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est. Les porteurs de projets participent à une sélection pendant deux jours. A son terme, 15 candidats sont choisis pour participer, pendant six mois au programme d'accompagnement, avec une allocation mensuelle qui peut atteindre 5 000 euros.

Africa's Business Hero

<https://africabusinessheroes.org/fr/>

Africa's Business Heroes est un concours annuel, télédiffusé, organisé par la Fondation Jack Ma. Son objectif est d'accompagner, par des formations, 10 millions d'entrepreneurs africains d'ici 2030. Au terme de l'épreuve, 10 managers se partagent un prix de 1,5 million de Dollars. Cette année, plus de 27 000 candidatures ont été déposées ; 9% d'entre elles provenaient d'un pays d'Afrique du Nord.



UN PROBLEME MONDIAL également combattu au Maroc : les jeunes «ni à l'école, ni en formation, ni dans l'emploi»

Aziz DIOUF,
Journaliste

L'inclusion sociale et politique des jeunes révèle une lacune d'ampleur que tous les pays tentent de pallier : le cas des personnes sans emploi qui ne sont ni en formation, ni à l'école. L'auteur souligne la conscience du phénomène au Maroc et les nombreuses initiatives prises pour y remédier. Déjà, la proportion de ces jeunes en fragilité, au statut incertain, se réduit sensiblement ces dernières années.

Dans une note d'information publiée en février 2023, le Haut-Commissariat au Plan (HCP) a dressé le portrait de la population active au Maroc en précisant le nombre de NEET (parfois appelés en français NI-NI). Ce terme, utilisé par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), est l'acronyme anglais de «Neither in Education, Employment or Training» (personne qui n'est ni à l'école, ni en formation, ni au travail).

Le HCP indique que cette population est actuellement estimée à 1,5 million de personnes au Maroc. Autrement dit, sur les 6 millions de marocain(e)s de 15 à 24 ans, plus du quart ne travaillent pas, ne sont pas à l'école et ne suivent aucune formation.

On note ici que, selon les chiffres officiels, la part des NEET dans la population des jeunes s'est réduite au cours des dernières décennies : en 2000, le pourcentage était de 32 %, en 2018 de

28% et il est de 25,2 % cette année. L'attention particulière que les autorités portent à cette population n'y est pas pour rien.

Un phénomène mondial aux conséquences néfastes

Ce phénomène n'est pas spécifique au Royaume, ni d'ailleurs au reste de l'Afrique, qui bat pourtant tous les records de natalité. Il y a des NEET sur tous les continents, même quand la population est vieillissante et que l'économie, comme le système éducatif, sont des plus développés.

C'est le cas, par exemple en Europe, notamment en France, où les chiffres sont aussi éloquents qu'alarmants. On estime en effet que cette année, dans l'Hexagone, 800 000 personnes âgées de 15 à 29 ans sont en dehors de tout système éducatif ou professionnel. Cette situation touche également bon nombre des pays de l'OCDE. Le terme NEET est d'ailleurs apparu pour la première fois en Grande-Bretagne, dans un rapport gouvernemental publié à la fin des années 1990.



Il qualifiait ces jeunes qui ont quitté les bancs de l'école, mais n'ont pas encore trouvé leur place dans le monde du travail. Avant l'apparition de ce concept, les indicateurs traditionnels, comme le taux de chômage, permettaient d'appréhender uniquement la relation des jeunes au marché du travail. La notion de NEET offre l'avantage de mieux prendre en compte la diversité des situations des jeunes et leurs difficultés en matière de santé, de famille, de logement ou encore d'isolement géographique.

Ce sont autant de freins à leur inclusion sociale et leur insertion professionnelle, avec des répercussions à long terme sur leur vie. C'est ce qu'indiquait la «Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail», dans un rapport publié en 2012.

Il y est écrit que *«le fait d'appartenir à cette catégorie pendant une période plus ou moins longue peut s'accompagner d'une série d'effets négatifs sur le plan social, tels que la désaffection à l'égard de l'emploi, la relégation future dans des emplois précaires et mal rémunérés, la délinquance juvénile ou encore des troubles physiques ou mentaux».*

Au Maroc, la situation préoccupe et des solutions sont apportées

Si le phénomène est mondial et que les NEET se comptent par millions dans les économies développées, cela ne doit pas éluder une réalité : de tous les pays, le Maroc reste l'un de ceux où la situation est la plus préoccupante. Il est en effet parmi les moins bien classés de la zone Middle East and North Africa (MENA), sachant que la région est déjà la plus touchée de la planète. En 2022, le taux de chômage des jeunes dans les Etats arabes était, selon les indicateurs de l'OIT, de 24,8%. Concernant les NEET, le Maroc est en bas du classement de la Banque Mondiale, derrière les autres pays d'Afrique du Nord et ceux du Proche-Orient.

Une étude sur la situation au Maroc a été publiée en 2022 par l'Observatoire National du Développement Humain (ONDH), en collaboration avec la délégation locale de l'UNICEF.



Dans ce long document détaillé, les auteurs font une étude analytique sur la base d'enquêtes statistiques réalisées en 2019. Il est précisé que la population des NEET s'élevait, il y a 4 ans, à 1,7 million de jeunes âgés de 15 à 24 ans, soit 28,5% de cette catégorie d'âge. Le document ajoute, pour contextualiser, que *«48,4% des jeunes, soit 2,9 millions de personnes, poursuivent leurs études, effectuent un stage ou suivent une formation professionnelle».*



Il est relevé également que 23,1%, d'entre eux, soit près de 1,4 million d'individus, exercent un métier. Dans cette enquête réalisée par l'ONDH, cinq profils de NEET ont été identifiés :

- les femmes rurales au foyer à responsabilité familiale (qui représentent pas moins de 54,3% des NEET) ;
- les jeunes citadins découragés (25%) ;
- les NEET en transition (7,8%) ;
- ceux dont la situation est le résultat d'un choix volontaire (7,5%) ;
- les NEET souffrant de problèmes de santé (5,1%).

Le phénomène touche particulièrement les jeunes femmes, qui représentant 76,4% des NEET au Maroc. Toujours selon cette publication, plutôt critique envers l'efficacité des programmes menés par les organismes étatiques, seuls 22% des NEET sont en recherche permanente et active d'emploi. Cela s'expliquerait par une forme de désespérance de ces jeunes, qui, malgré leurs efforts pour réussir leur inclusion sociale, restent exclus des systèmes éducatif et professionnel. La conclusion des auteurs est catégorique : *«Cette situation traduit les limites des politiques publiques pour permettre une réinsertion dans le système éducatif et de formation et une amélioration généralisée de la sphère productive marocaine».*

> Repères

De fait, les politiques publiques marocaines excluent 75% des NEET.

Dans une évaluation plus positive des résultats des initiatives de l'Etat pour réduire le contingent des NEET, une note du Policy Center for the New South datée de 2022 dresse un constat de la situation en zone rurale. L'étude, qui prend en référence la situation dans la Province de Taounate, estime qu'il existe une politique volontariste et efficace des pouvoirs publics.

Reste que, comme l'ONDH, le think tank du Groupe OCP met en lumière le manque d'intermédiation entre les décideurs et la population-cible, sans laquelle aucun résultat tangible n'est envisageable. Dans son analyse de la situation, il juge pertinents les programmes développés par l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC), comme Idmaj, Tahfiz et Taehil.

Ces trois dispositifs d'incitation visent à encourager le recrutement des jeunes en offrant des exonérations de charges sociales aux entreprises, comme aux salariés-stagiaires. L'objectif est de permettre à de jeunes diplômés d'intégrer le monde du travail. Les travailleurs du secteur informel sont aussi concernés.



Ces politiques publiques visent donc ceux qui travaillent déjà ainsi que ceux qui ont un diplôme : les NEET n'appartiennent pas à ces catégories. Pour la plupart, ils sont chômeurs de plus ou moins longue durée et ils ont décroché de l'école assez tôt.

C'est pourquoi les experts considèrent que la priorité doit être donnée à l'apprentissage pour doter ces jeunes des compétences nécessaires pour qu'ils puissent s'insérer dans la vie active en tant que salariés, ou comme auto-entrepreneurs.

Le dispositif gouvernemental se renforce

De même, il s'agit de combattre l'abandon scolaire, en particulier pour les filles qui grandissent dans le monde rural. Les programmes menés (en particulier avec l'INDH depuis son lancement en 2005) ont permis d'améliorer les conditions de scolarisation, avec l'entretien des infrastructures et la mise en place d'internats, de maisons des étudiants et de moyens de transports.

Mais, presque 20 ans plus tard, le phénomène d'abandon scolaire est toujours une réalité, en particulier pour les filles que les parents préfèrent parfois garder au domicile. Même les aides financières aux familles, les bourses, les cantines et la gratuité des fournitures et ouvrages scolaires pratiquées dans nombre de cadres et de lieu n'ont pas suffi à éradiquer le phénomène, même s'ils ont contribué à le réduire fortement.

Pour sa part, le gouvernement prépare un projet de loi qui prévoit des sanctions contre les parents dont les enfants ont quitté l'école, avec des amendes allant jusqu'à 5 000 Dirhams. Le texte prévoit aussi des aides financières directes aux familles démunies pour les encourager à garantir la scolarisation de leur descendance.

Le rapport de l'ONDH souligne qu'il est essentiel pour les NEET qu'ils bénéficient :

- de formations aboutissant à une certification qui leur permette de travailler rapidement ;



- d'un soutien personnalisé pendant cette période d'apprentissage, notamment sur le plan psychologique.

L'idée est de traiter, au cas par cas, les questions sociales et la motivation de chacun d'eux. De plus, il est recommandé que les apprentis reçoivent une rémunération pendant leur formation, sous la forme d'une bourse.

Le document met l'accent sur le succès du service militaire depuis qu'il a été rétabli en 2019, l'armée offrant une indemnité mensuelle, une couverture sociale et l'accès à vingt-cinq métiers.

Une autre des recommandations de ce document est de mettre en place des structures représentatives dotées d'une gouvernance participative. En d'autres termes, il s'agit de créer des comités de quartiers dotés de budgets pour mener des actions de proximité. Idéalement, l'objectif est que les jeunes et les élus puissent y débattre pour élaborer et mettre en place des plans d'action à même de répondre, localement, aux besoins des NEET, en particulier dans le monde rural.



Quelques aspects économiques et socio-démographiques des jeunes de l'Oriental

El Houcine LAZARO, Directeur Régional du Haut-Commissariat au Plan pour la Région de l'Oriental

L'auteur maîtrise totalement la connaissance de la démographie et des caractéristiques sociales et économiques de la jeunesse de l'Oriental grâce aux enquêtes multiples menées par le HCP, notamment lors des recensements généraux de la population. Les chiffres soulignent les similarités avec la jeunesse de tout le Royaume, mais aussi des spécificités régionales, parfois liées aux difficultés de l'économie régionale dont ils subissent, les premiers, les conséquences.

Conscient du rôle important des jeunes dans la vie économique et sociale du pays et surtout de leurs rôles essentiels pour son développement en cours ainsi que pour son avenir, le Maroc a accordé ces dernières décennies une attention particulière à l'amélioration de leur situation par l'adoption de mesures visant à promouvoir leur employabilité et à améliorer les conditions d'accès aux services fondamentaux qui leur sont destinés. En se référant aux résultats de certaines opérations statistiques réalisées par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), cet article présente quelques aspects socio-démographiques et économiques des jeunes de la Région de l'Oriental.

La part des jeunes dans la population totale de la Région de l'Oriental se réduit

Avec un effectif de 784 508, les jeunes âgés de 15 à 34 ans constituent une part importante - 34,1%, plus du tiers -

de la population totale de la Région de l'Oriental selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2014. En 2004, cette population de jeunes atteignait 36% du total de la population régionale (RGPH 2004). Par sexe, les femmes représentent 49,4% - soit un peu moins de la moitié - de l'effectif des jeunes en 2014. Selon le milieu de résidence, près des deux tiers - 65% - des jeunes de la Région habitent dans les villes.

En 2023, l'effectif des jeunes de l'Oriental est estimé à presque 792 000 personnes accusant un accroissement annuel moyen de 0,1% par rapport à 2014, continuant ainsi son augmentation mais à un rythme largement inférieur à celui de la population totale de la région (1,1%).

Une population de jeunes majoritairement célibataires

Concernant l'état matrimonial des jeunes de la Région (15-34 ans) et selon

le RGPH 2014, près de 2 jeunes sur 3 (66,1%) sont des célibataires et seulement moins de 1 sur 3 (32,7%) ont déjà contracté un premier mariage. Ces proportions sont respectivement de 37,1% et 55,6% pour l'ensemble de la population de la Région.

De moins en moins de jeunes analphabètes dans la Région

Les données émanant des deux derniers recensements révèlent que la population des jeunes analphabètes a nettement régressée au fil des années. En effet, le taux d'analphabétisme des jeunes âgés de 15 à 24 ans a reculé de 27% en 2004 à 11,8% en 2014, soit une baisse de 15,2 points de pourcentage.

Pour la tranche d'âge 25-34 ans, ce taux a fléchi de 13,2 points passant de 41,2% en 2004 à 28% en 2014. Ces différences obtenues en une décennie permettent de mesurer l'effort intense d'alphabétisation de la jeunesse mené dans l'Oriental.

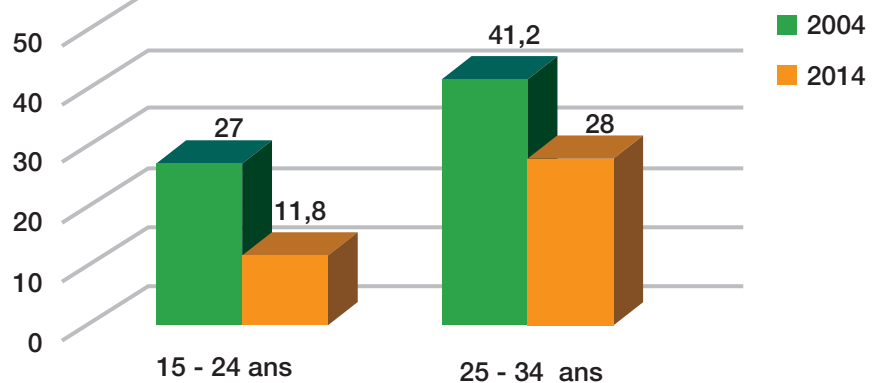


Toutefois, ces évolutions positives cachent de fortes disparités par sexe et par milieu. En effet, près des deux tiers - 65,8% - des jeunes analphabètes de la Région âgés de 15 à 34 ans sont des femmes et une part importante - 60% - de cette tranche d'âge réside en milieu rural.

Concernant le niveau d'étude, plus de la moitié - 52,2% - des jeunes âgés de 15 à 34 ans ont le niveau secondaire ou plus et 8 sur 10 ont le niveau primaire ou plus.



Evolution (%) du taux d'analphabétisme chez les jeunes de la région 2004 - 2014



Source : RGPH de 2004 et 2014

La proportion des jeunes n'ayant aucun niveau scolaire s'établit à 18,7%, mais elle s'élève à 25,5% chez les femmes, soit plus du double du taux constaté chez les hommes : seulement 12,1%.

Un volume important de jeunes actifs, mais souvent mal intégrés au marché du travail

Selon l'enquête nationale sur l'emploi publiée en 2022, les jeunes de la Région âgés de 25-34 ans participent d'une manière substantielle à la vie active avec un taux d'activité s'élevant à 57,1%, contre 59,9% au niveau national. Pour les plus jeunes (15-24 ans), leur taux d'activité se situe en 2022 à seulement 27,4% en raison du maintien dans le système éducatif d'une part importante d'entre eux.

S'agissant du taux d'emploi des jeunes de l'Oriental, il est de 17,1% pour la tranche d'âge 15-24 ans et de 43% pour la tranche d'âge 25-34 ans en 2022. En milieu rural, ce taux se situe à 24% pour la tranche d'âge 15-24 ans et à 47,2% pour la tranche d'âge 25-34 ans, contre 14,1% et 41,6% respectivement en milieu urbain. A noter également que plus du tiers - 35,4% - des travailleurs dans la Région de l'Oriental appartiennent à la tranche d'âge 15-34 ans, témoignant d'une présence importante, quoiqu'insuffisante, des jeunes sur le marché du travail.

Pour ce qui est du chômage, il faut souligner qu'il touche particulièrement les jeunes actifs puisque près de 7 chômeurs sur 10 dans la Région de l'Oriental sont des jeunes (15-34 ans). Les plus frappés par ce fléau sont ceux âgés de 15 à 24 ans avec un taux de 37,7%, ce qui dépasse le taux national de 5 points. Les jeunes actifs un peu plus âgés (25-34 ans) sont également touchés, mais à un moindre degré puisque seulement 1 jeune actif sur 4 est en situation de chômage en 2022. Ce taux atteint précisément 24,7% et demeure sensiblement supérieur au taux national qui est de 19,2%.

Selon le milieu de résidence, le chômage des jeunes est particulièrement élevé parmi les citoyens des villes de l'Oriental, notamment pour la tranche d'âge des 15-24 ans avec un taux de 45,1%, dépassant de 21,5 points de pourcentage celui des jeunes de la même tranche d'âge habitant les campagnes.

En ce qui concerne le sous-emploi, les jeunes actifs occupés de la Région sont plus touchés que leurs homologues au niveau national. En effet, les taux de sous-emploi s'élevant à 23,1% pour la tranche d'âge 15-24 ans et à 22,5% pour la tranche 25-34 ans en 2022 dépassent nettement ceux enregistrés dans l'ensemble du Royaume, qui sont respectivement de 16,4% et 12,4%.



JEUNESSE & DEVELOPPEMENT TERRITORIAL : une responsabilité partagée

Saïda MAHIR,
Chargée de Mission / Agence de l'Oriental

La stratégie de l'Agence de l'Oriental comporte un volet tourné vers la jeunesse depuis sa création en 2006 dans le sillage de l'Initiative Royale pour le Développement de l'Oriental. L'auteure s'y consacre et possède le recul nécessaire pour replacer les résultats atteints dans la démarche de développement des territoires en cours dans la Région. Le soutien de l'Agence, manifesté de diverses manières, a permis que de nombreuses initiatives s'épanouissent, favorisé une meilleure inclusion des jeunes au corps social dans son ensemble et inscrit leurs aspirations dans les dynamiques à l'œuvre.

Repenser et mettre en œuvre le nouveau développement d'un territoire repose pour une grande part sur les aspirations des jeunes et passe par une remise en question des politiques publiques initiales concernant la jeunesse. Depuis sa création, l'Agence de l'Oriental, a fait de la composante «Jeunesse» un axe transversal prioritaire de l'ensemble de sa stratégie d'intervention, aussi bien au plan institutionnel que par l'accompagnement de projets dont beaucoup portent la composante «Renforcement des capacités des jeunes».

Des jeunes à l'écoute et aux côtés des jeunes

Pour mettre en place ce volet de sa stratégie, l'Agence de l'Oriental a veillé à mobiliser les jeunes avec une équipe majoritairement composée de jeunes recrues, motivées et originaires de la

Région de l'Oriental. Ces personnes ont joué un rôle important dans les actions de proximité entreprises par l'institution, ciblant cette catégorie de la société marocaine qui représente à la fois un potentiel réel pour la progression du développement humain et social mais s'avère aussi l'enjeu majeur du devenir régional.

Il faut rappeler les constats du Haut-Commissariat au Plan présentés dans ce numéro 25 de la Revue Oriental.ma (en pages 17 et 18) par sa Direction Régionale, où des indicateurs alarmants soulignent à quel point il était urgent d'agir significativement en faveur de cette jeunesse. Force vive régionale, elle aspire légitimement à un avenir meilleur ce qui débute par l'amélioration de ses conditions de vie et par le fait d'identifier et d'oser aborder les points noirs qui entravent son intégration socioéconomique (précarité, chômage, exclusion, etc.).

Ainsi, l'Agence de l'Oriental s'est positionnée à l'écoute à cette catégorie de la population en apportant appui, conseil et soutien financier à de nombreuses initiatives des jeunes...

Tout a commencé par la Caravane Proximité & Dialogue

Le point de départ des actions envers la jeunesse a incontestablement été l'organisation et la réalisation de la Caravane Proximité & Dialogue qui a sillonné la Région de l'Oriental, animée par une équipe composée de jeunes cadres de l'Agence qui avaient pour mission être à l'écoute des jeunes, notamment ceux issus des milieux les plus isolés. Elle a révélé une force de propositions capable de raisonner avec objectivité et d'agir avec maturité.

A l'écoute d'une jeunesse dynamique, prévoyante et en mesure de mettre en marche des actions prometteuses,

Zoom

l'Agence de l'Oriental l'a soutenue pour mettre ses forces et ses intelligences au service du développement local dans différents secteurs.

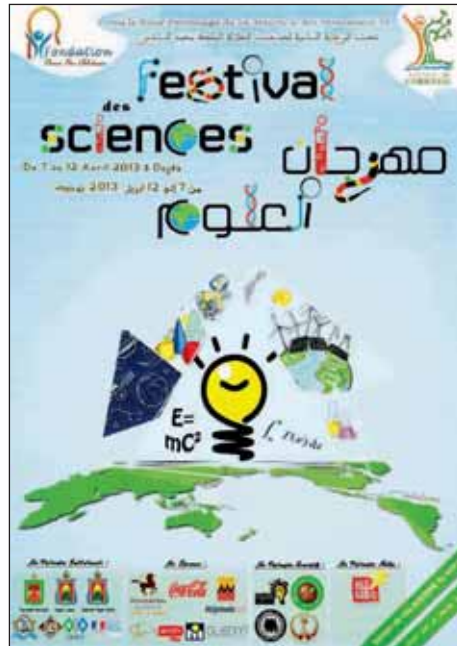
Cette jeunesse, force vive riche d'idées et d'aspirations pour un monde meilleur, a su se démarquer dans le domaine associatif et intégrer le monde professionnel, grâce à ses mérites et à tous les niveaux : régional, national et international. La stratégie suivie aux côtés des jeunes de la Région a donné naissance à une effervescence de projets dans différents domaines :

- les jeunes ont innové en matière culturelle par des actions mettant en avant le potentiel artistique des jeunes talents tout en veillant sur l'identité du patrimoine immatériel de leur territoire (Festival «Music Carrefour» par l'association «Les Passagers», «Kharabachate» à l'initiative du Collectif Tzouri et son festival Gaada, la «Semaine Verte de Nador et Driouch» par l'association Smile et bien d'autres événements autour des arts populaires) ;



- en matière de recherche scientifique, ils sont des pionniers de la création d'événements dédiés à la science et à l'innovation (le Festival des Sciences par la fondation Lycée Omar Ibn Abdelaziz qui a donné naissance à la Caravane des Sciences, la Maison des Sciences, les Journées d'Astronomie avec l'AASS,

les activités scientifiques des différents clubs des entités de l'Université Mohammed Premier d'Oujda, etc.) ;



- ils opèrent avec dynamisme et beaucoup de professionnalisme dans le secteur des sports, ce qui a généré de nombreuses réalisations de portée internationale (la création du 1^{er} club du Korfball à Nador et la mise en place de mini-clubs en partenariat avec l'Académie Régionale de l'Education et de la Formation dans plusieurs Provinces, les journées dédiées aux jeunes lors du Semi-Marathon International de Berkane, ou SMIB, le tournoi international de Taekwondo d'Oujda, les tournois de sports de plage, les tournois de Mini-foot dans les quartiers périphériques, les clubs de golf par l'association Noor, etc.).

Des chantiers d'insertion, prototype de la coopération pour l'employabilité

Des actions s'en sont suivies, portées par des associations de jeunes.



Régionales ou nationales, s'y ajoutent celles de la diaspora. Nous en citons ci-après quelques exemples.

Entre 2006 et 2008, l'Agence de l'Oriental a appuyé une série de chantiers de solidarité internationale destinés à toute personne, jeune ou adulte, en situation d'exclusion sociale ou professionnelle. Ils ont ciblé les secteurs du bâtiment, des espaces verts et de l'environnement, et l'informatique.

Le premier chantier d'insertion intitulé «Restauration patrimoniale» en partenariat avec l'Agence de l'Oriental

entre dans le cadre de la coopération décentralisée, avec les villes de Stains (Département de la Seine-Saint-Denis en Région parisienne) et de Figuig, le Réseau des Jeunes de Figuig ainsi que Crysalis, maître d'œuvre de ce projet chargé de conduire ce chantier. Le projet avait pour finalité de reconstruire une galerie en terre alors en ruine à Figuig. Cet espace fait partie des remparts qui cernent la place de l'Ajdir, caractérisée par la présence des sources d'eau que se partageaient les différents Ksour de Figuig. Ce lieu hautement symbolique dispose d'une scène naturelle

accueillant régulièrement des concerts et autres manifestations culturelles de portée internationale. Il a impliqué 24 jeunes Français résidant à Stains ou dans les Communes voisines, qui ont passé une partie de leur parcours d'insertion à Figuig aux côtés d'une trentaine de jeunes Figuiguis.

Entre 2008 et 2010 a été organisée une série de chantiers de jeunes originaires du Maroc et d'Espagne pour l'aménagement et la qualification du jardin de la Maison des Jeunes d'Ahfir en partenariat avec l'association «Chantiers Sociaux Marocains / Section Ahfir», afin de renforcer l'échange entre les jeunes et d'instaurer un esprit de solidarité, d'échange et de partage, tout en veillant au respect de l'environnement et à la sauvegarde du patrimoine culturel et architectural.

L'entrepreneuriat et l'employabilité des jeunes comptent parmi les priorités de l'Agence de l'Oriental. Cette vision a été consolidée par la mise en place d'un partenariat avec l'Université Mohammed Premier d'Oujda dont les objectifs se déclinent comme suit :

- assurer une formation de qualité aux étudiants de l'Université et aux agents du développement régional afin de contribuer à la réussite de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain ;
- encourager les recherches scientifiques portant sur le développement permettant l'ouverture de l'Université sur son environnement ;
- renforcer des relations étroites de coopération dans les domaines de la formation, de l'expertise, de la recherche scientifique et de la gouvernance ;
- encourager toute action de promotion de l'Oriental aux plans humain et culturel afin de développer l'innovation, les initiatives privées et publiques au service du développement régional.

Des manifestations pour favoriser l'entrepreneuriat

Sensibiliser, informer, s'ouvrir sur le monde professionnel, ces objectifs ont été partagés avec de nombreux partenaires à travers des activités en direction des jeunes de la Région.



Restauration de la galerie bâtie en terre, place d'Ajdir à Figuig



La Caravane pour l'emploi, point de départ de nombreuses initiatives

Ces activités ont été réalisées autour de salons, de forums, d'autres formes de manifestations publiques. On peut citer :

- le Salon Régional des Jeunes Entrepreneurs, une manifestation annuelle

portée par l'Association des Jeunes Entrepreneurs pour le Développement, dont l'objectif est d'établir le contact entre jeunes entrepreneurs, porteurs de projets, chefs d'entreprise et établissements publics ;

- des séances de matchmaking dans le cadre d'un Business Coffee afin de renforcer les chaînes de valeur des TPE dans la Région de l'Oriental, des actions entreprises par l'Association des Très Petites Entreprises de Nador ;
- des rencontres de type forum-débat portant sur les perspectives d'émergence de la Région et sur les profils d'emploi à promouvoir à l'initiative de l'Association des Gestionnaires Et Formateurs des ressources humaines de l'Oriental (AGEF) ont mis l'accent sur la nécessité de développer davantage l'esprit d'entreprise auprès des candidats à l'embauche de différents niveaux sociaux et scolaires ;
- de nombreuses rencontres autour des dynamiques portées par la jeunesse et organisées par le «Réseau des Jeunes de Figuig pour le Développement», à Figuig, à Saïdia et à une échelle internationale en s'appuyant sur la partie du Réseau basée en Europe ;
- le 1^{er} Forum Régional de la CGEM en 2007 sous le thème «PME Orientale, Plateforme pour un Développement Méditerranéen» ;
- des journées portes ouvertes à Nador organisées par l'association «Créativité pour la Culture et le Développement» encadrées par des jeunes de la Province de Nador avec les objectifs suivants :
 - encourager les jeunes à créer des entreprises ;
 - participer à la prise de décision publique ;
 - contribuer aux enjeux publics nationaux ;
 - renforcer le rôle de la jeunesse dans les affaires régionales et nationales ;
 - contribuer aux mécanismes démocratiques participatifs et aux politiques publiques ;
- le projet annuel «Académie de l'autonomisation économique des femmes de Nador», porté par l'association «Initiative Marocaine pour la Science et la Pensée», qui consiste à instaurer la culture entrepreneuriale principalement chez les jeunes femmes des deux Provinces de Nador et Driouch, notamment au milieu rural, par l'organisation de séminaires de formation dans les domaines de l'entrepreneuriat et des coopératives.



commune sur le devenir du Maghreb. L'objectif du Forum était de fonder le dialogue entre les jeunes des deux rives en des termes nouveaux et de contribuer à jeter les ponts entre les jeunes d'Afrique du Nord et d'Europe, pour leur permettre de s'épanouir, dans une conscience commune de la paix et de la tolérance, en œuvrant à faire reconnaître et respecter les droits universels de la personne, au-delà des diversités religieuses ou ethniques.

Le Nouveau Modèle de Développement s'empare des problèmes de la jeunesse

Les hautes orientations royales sont claires : «Les dernières années ont révélé l'incapacité de notre modèle de développement à satisfaire les besoins croissants d'une partie de nos citoyens, à réduire les inégalités sociales et les disparités spatiales. C'est la raison pour laquelle Nous avons appelé à sa réévaluation et à sa réactualisation».

- depuis 2019, le forum du patrimoine scientifique, un concept innovant initié par la «Fondation Wa3y», une association de jeunes talents de l'Oriental, avec une vision simple et efficace afin de :
 - promouvoir la culture de l'intérêt pour la science et le savoir chez les jeunes ;
 - introduire l'Université Al Qaraouiyine (première Université au monde) sous forme d'animateurs de cette époque ;
 - présenter le rôle des scientifiques africains et musulmans dans le développement des sciences exactes ;
 - le cinéma, mis au centre des actions innovantes de l'association «Message d'Art pour le développement et la créativité» par son festival du film amateur (FONFA), en plus d'autres projets qui mettent l'accent sur l'aspect audio-visuel et cinématographique et le rôle qu'il joue dans le développement et la création d'opportunités auprès des jeunes.

la ville d'Oujda a accueilli en 2007 le troisième «Forum Euro-Maghrébin de la Jeunesse». Il fut l'occasion de rassembler des jeunes venus d'Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie et d'Europe, afin de mener une réflexion



Avec les coopérations, les jeunes issus de la diaspora s'impliquent dans les projets partagés

Depuis sa création, l'Agence de l'Oriental implique la jeune diaspora de l'Oriental dans les actions auxquelles elle apporte son soutien. Ainsi, à la suite d'échanges entre les membres de l'association «Union Des Jeunes Euro-Maghrébins» et les responsables de l'Agence en marge de la convention France-Maghreb (édition 2006 à Paris),



> Zoom

Ce texte est extrait du discours du 29 juillet 2019 adressé à la Nation à l'occasion de la Fête du Trône par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste.

La Commission Spéciale sur le Modèle de Développement a basé ses travaux sur les aspirations des jeunes et sur leur vision de l'avenir du Maroc. Le «nouveau modèle» appelle à un cadre d'action intégré dédié à la jeunesse. C'est dans cette vision que l'Agence de l'Oriental a apporté un soutien significatif à certains établissements notables de la Région.

S'y ajoutent des aménagements et équipements apportés en milieu rural afin de renforcer la capacité des jeunes dans de multiples secteurs.

Les initiatives majeures de l'Agence de l'Oriental et les réponses aux demandes d'appui

Salon Maghrébin du Livre, «Lettres du Maghreb»

Depuis la première édition du Salon, «L'Espace Jeunesse» est une composante-phare de la manifestation.

Précisément, l'édition inaugurale fut placée sous le thème «Dire la jeunesse, écrire l'espoir». Elle mit l'accent sur des questions-clés lors des 27 tables rondes : Jeunesse & Migration, Le Maghreb au Féminin, Au-delà des Frontières, L'Horizon Africain, Enjeux des Régions au Maroc, Mémoire, Le Maghreb des Idées, Littérature Jeunesse. Dans chaque édition du Salon, le programme dédié à la jeunesse a connu une grande diversité des contenus avec un espace de débat animé par les associations de jeunes de de l'Oriental.



Équipement de la plateforme provinciale des jeunes au centre de Taourirt (2021)

Un espace mis en place dans le cadre du Programme 3 de la troisième phase de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) (2019-2023), a été ouvert à Taourirt. Avec le soutien de l'Agence de l'Oriental, en partenariat avec l'association Taourirt Moubadara et à l'initiative du Pôle Développement Local, cet espace a été entièrement équipé en matériel de bureautique et d'informatique.

Cette plateforme vise l'amélioration des revenus et l'inclusion économique des jeunes de la Province de Taourirt en augmentant l'employabilité des femmes et hommes de 18 à 45 ans, et en apportant le soutien nécessaire aux porteurs de projets innovants.



En haut, les jeunes assiègent le stand du Cameroun pour découvrir sa littérature ; en bas, les stands des éditeurs renseignent les lecteurs, souvent jeunes, lycéens ou étudiants.

La plateforme offre des espaces d'accueil, d'écoute et d'orientation, d'accompagnement à l'entrepreneuriat et à l'emploi et d'appui aux projets relevant de l'économie sociale et solidaire.

Aménagement et équipement de salles d'arts appliqués du Lycée Mehdi Ben Barka à Oujda

L'objectif principal des arts appliqués est de permettre aux élèves d'acquérir une culture artistique et de développer leurs capacités créatives. La discipline permet également aux élèves d'approcher l'univers des métiers des arts et du design. Cet enseignement est unique dans la Région de l'Oriental, d'où la nécessité de mettre à niveau les classes dédiées et de les équiper en matériel de bureautique, informatique et didactique de pointe pour mieux préparer les étudiants au monde réel du travail. Le projet a comporté les deux composantes ci-après.

Travaux d'aménagement de l'existant :

- 2 grandes classes pour les arts appliqués, la première réservée aux cours généraux, magistraux et théoriques, et la seconde dédiée aux arts graphiques, expressions plastiques et volumes ;
- 1 petite classe affectée aux professeurs pour préparer leurs interventions ;
- 1 dépôt pouvant servir de magasin ;
- isolation thermique et phonique des murs ;

Equipements en matériel bureautique, informatique et didactique.

Cette réalisation a permis à des associations de jeunes - comme «Les Passagers», «Collectif Tzouri», «Message d'Art», «Fondation Waay», «Echou ENCG» - de programmer des activités pour inciter les jeunes lycéens à intégrer des associations et promouvoir l'entrepreneuriat dans le domaine culturel...

Aménagement et équipement du Lycée Qualifiant Omar Ibn Abdelaziz (Structure d'Excellence)

Le lycée Omar Ibn Abdelaziz, situé au cœur d'Oujda, a été créé en 1915 sous le nom de «Lycée des Garçons». A partir de l'année scolaire 1956-1960, il prend son nom actuel. L'établissement a formé des générations de cadres qualifiés



Les espaces extérieurs ont été réaménagés, notamment autour d'une fresque murale, et plusieurs salles de classes d'arts appliqués rénovées et équipées.

et de responsables supérieurs qui ont contribué au développement du pays. Il est aussi un monument historique et civilisationnel pour la ville d'Oujda et un lieu d'apprentissage, de créativité et d'engagement citoyen.

Un appui important de l'Agence de l'Oriental a contribué au développement de la Structure d'Excellence au Lycée Qualifiant Omar Ibn Abdelaziz, un projet qui dynamise l'établissement, lui permettant de réfléchir à son avenir.

> Zoom

Le Lycée a désormais pu se fixer des priorités afin de promouvoir la personne humaine dans toutes ses dimensions : intellectuelle, sociale, morale et culturelle.

Son objectif principal est de participer au développement de la qualité de l'enseignement, à l'amélioration des structures d'accueil et à la sensibilisation à la citoyenneté et à l'environnement.



Les installations sportives et l'auditorium du Lycée Omar Ibn Abdelaziz

Salon Visa for Music

Depuis la 1^{ère} édition en 2015, le festival «Visa for Music» est aussi un marché de la musique d'Afrique et du Moyen Orient. L'Agence de l'Oriental a encouragé la participation des artistes originaires de l'Oriental : locaux et membres de la diaspora, avec une grande variété de profils (jeunes talents et professionnels, musiciens, compositeurs, chanteurs, directeurs de festivals et même certaines startups événementielles régionales...). Au fil des éditions, ce partenariat a donné ses fruits auprès de nombreux artistes de la Région pour :

- veiller sur la production des artistes de la Région ayant participé au Salon (The Leïla, Hamid Bouchnak, Ariband, Qiriss, Kasbah, Jbara, Snitra, Gey Star) ;
- offrir une opportunité aux jeunes talents de se produire à travers des événements nationaux et internationaux (Ariband, Jbara, Snitra, Gey Star, etc.) ;
- renforcer les rapports entre jeunes talents et professionnels, développer des concepts nouveaux dans leurs créations artistiques (Aziz Sahmaoui et Snitra, Badia Bad et Kasbah, Bayane et Ariband, etc.) ;
- développer une industrie culturelle avec des jeunes tout en les dotant des moyens de formation et de réseautage pour assurer une continuité à la richesse et à la diversité du patrimoine culturelle et artistique de la Région de l'Oriental.



L'un des spectacles Visa For Music



Dans chaque Province, des plateformes proposent aux jeunes des services multiples pour engager leur avenir

Othman ESSAKALLI,
Journaliste

Chaque Province de la Région de l'Oriental, ainsi que sa Préfecture, dispose d'une Plateforme dédiée aux jeunes, en particulier à leur insertion sociale par l'activité. Ces vecteurs d'inclusivité constituent à la fois un aboutissement, un tournant, mais aussi un point de départ, car elles sont issues d'un processus de réflexion et d'action commencé il y a des années, tout comme elles anticipent de nouveaux modes d'insertion dans la société marocaine en devenir. Dès aujourd'hui, elles sont opérationnelles et productives ; des témoignages des jeunes et les chiffres en attestent. Place au reportage et aux interviews.

Incontestablement, les Plateformes des Jeunes sont un succès dans l'Oriental. Les jeunes frappent à leurs portes en grand nombre et ceux qui sont sélectionnés pour que leur projet personnel de formation ou d'activité soit soutenu, accompagné et mené à terme s'en félicitent.

Auprès des animateurs et responsables ; ils prennent vite la mesure de ce qu'ils doivent apprendre et faire et s'y investissent avec cœur, d'autant plus qu'ils reconnaissent la compétence et le sérieux de ceux qui vont les soutenir et les suivre le temps qu'il faudra pour aboutir et asseoir leur projet. Nous avons rencontré plusieurs de ces jeunes et quelques-uns de ceux qui les encadrent.

Être choisi pour bénéficier gratuitement de ces prestations offertes, voire pour recevoir une aide financière est déjà une réussite.



Les jeunes en formation dans les locaux de la Plateforme des Jeunes de Berkane

Un exemple entreprenant avec la Plateforme de Jerada

«Quand je me suis rendu pour la première fois à la Plateforme des Jeunes de Jerada, je ne pensais pas que ma vie pouvait changer aussi vite. Voilà à peine deux ans, j'étais employé dans un café, soumis à des horaires contraignants, mal payé et plutôt déprimé. Mon salaire net tournait autour de 2 000 Dirhams par mois et c'est pourquoi je ne pouvais pas faire d'économies ; encore moins constituer un capital de 10 000 Dirhams pour pouvoir devenir auto-entrepreneur. Aujourd'hui, après avoir été accompagné par l'équipe de la Plateforme de ma ville, j'ai trouvé les moyens de monter ma propre affaire. Depuis, je choisis mes horaires et mes revenus mensuels ont plus que doublé. Mieux ! J'ai maintenant l'ambition de réaliser de grands projets : je vais en effet bientôt créer ma propre marque de café, et je serai

le premier torréfacteur dans l'Oriental». Ces propos résument combien les jeunes que nous avons rencontrés ont pu se montrer enthousiastes quand il s'agissait de parler ce qu'ils font et de ce que leur a apporté la Plateforme des Jeunes située dans leur Province.

Ce témoignage est celui de Younes Ouchen, 37 ans, qui vit et travaille à Jerada. Cet ancien garçon de café raconte qu'il exerce aujourd'hui pratiquement la même activité qu'avant de devenir indépendant : s'il propose toujours des jus et des boissons chaudes, la nouveauté est que, depuis l'an dernier, il le fait à bord de son triporteur comme on peut le voir ci-contre.

Pour employer sa formule, on peut dire qu'il s'agit d'un véritable «petit café ambulante», qui va à la rencontre de ses clients. Il a équipé l'engin automobile

avec du matériel de pointe - nécessaire notamment à la bonne gestion des températures - et il l'a entièrement customisé. Bientôt, il en est sûr, il sera à la tête d'une petite industrie de torréfaction et il pourra alors lancer sa propre marque de café, pour distribuer sa production partout dans l'Oriental.

Il compte même concurrencer les grandes compagnies en gagnant sa marge sur les frais de transport. «Un jour, vous trouverez mes produits dans le Maroc entier... et même à l'étranger !», dit-il à ses clients, sourire aux lèvres et regard rêveur, devant son engin mécanisé coloré, habillé de slogans publicitaires en arabe et en anglais. «Tout cela, c'est grâce au soutien de l'équipe de la Plateforme des Jeunes de Jerada !». Il en est effectivement devenu le meilleur agent promoteur.



Ceux qui l'obtiennent ont su démontrer la valeur de leur projet, la qualité de leur profil et la force de leur motivation. Tous les candidats n'y parviennent pas.

Une offre accessible sur tout le territoire régional

Neuf Plateformes des Jeunes sont actives dans l'Oriental, une dans chacune des huit Provinces de la Région. S'y ajoute celle de El Ayoun qui dédouble la Plateforme de Taourirt dans la Pro-

vince éponyme. Les autres sont situées à Oujda, Berkane, Nador, Guercif, Driouch, Jerada et Bouarfa, qui abrite la Plateforme de la Province de Figuig. Toutes ces entités sont de création récente : elles ont ouvert leurs portes entre 2019 et 2021.

Elles ont toutes les mêmes rôles : accueillir, orienter et accompagner ceux qui, âgés de 18 à 45 ans, recherchent une opportunité de travail et souhaitent être soutenus dans leur parcours vers l'objectif qu'ils se sont donnés.

Ils auront à démontrer la crédibilité de celui-ci et leur aptitude à y parvenir, pour obtenir l'aide, souvent déterminante, qui leur permettra de l'atteindre. Aucun diplôme n'est exigé pour s'inscrire, mais le candidat doit nécessairement résider dans la Province de la Plateforme qu'il sollicite.

Leurs objectifs sont clairs et se résument aisément : se construire professionnellement, s'assurer des revenus suffisants pour s'insérer dans la vie sociale et pouvoir se projeter dans l'avenir.

Les équipes qui travaillent dans les Plateformes des Jeunes sont constituées de profils généralement diplômés en Gestion des entreprises, en Économie et en Marketing. Le nombre de ces cadres, que les jeunes appellent aussi «animateurs», varie en fonction des Plateformes ; en général, quatre ou cinq personnes par Plateforme.

Si on devait résumer les activités de ces organismes, on peut dire qu'ils offrent des formations sur mesure, de l'information fiable sur toutes les facilitations et aides mises en place par l'Etat pour favoriser l'inclusion économique des jeunes, et du conseil pour accompagner les bénéficiaires, à chaque étape de leurs démarches pour faire aboutir leur projet professionnel.

Ainsi, trois axes sont développés dans les Plateformes de la Région :

- Employabilité ;
- Entrepreneuriat ;
- Appui à l'Économie Sociale et Solidaire.

Le premier permet aux jeunes de se positionner au mieux pour trouver un premier emploi en tant que salariés.

Le deuxième est lié à la création d'entreprise et le troisième concerne les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) qui souhaitent améliorer leurs résultats (on parle ici, essentiellement, des coopératives et des associations existantes).

Toutes ces prestations sont effectuées gratuitement : elles sont entièrement financées par l'État, sur les fonds de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) dont la gestion est confiée aux Provinces, au niveau des DAS (Division de l'Action Sociale).

En d'autres termes, ces organismes de nouvelle génération donnent aux jeunes qui s'y rendent une vraie chance.

Les Plateformes sont liées au développement ; le cas de Jerada

La plupart des jeunes de l'Oriental qui sollicitent une Plateforme optent pour la création d'une entreprise, à l'image de Younes Ouchen, le cafetier ambulant (voir encadré ci-contre). Depuis qu'il est devenu autoentrepreneur, sa journée est régie par ses déplacements pour rester au plus près de sa clientèle.

Les Plateformes des Jeunes : à qui et à quoi ça sert ? Témoignages

Larbi, 25 ans

«Comme technicien topographe, j'ai travaillé dans des sociétés de travaux publics, des bureaux d'études et des cabinets d'architecture, à Oujda, Marrakech, Tanger et Rabat. Mais le fait de beaucoup me déplacer sans rien construire ne me convenait pas, alors j'ai décidé de devenir autoentrepreneur, sans avoir d'idée précise sur ce que je devais faire pour trouver des clients et proposer mes services en tant qu'indépendant. Un ami m'a parlé des Plateformes des Jeunes et je suis allé dans celle qui existe près de chez mes parents, chez qui je m'étais installé. J'ai postulé en 2022 et j'ai suivi des formations, après quelques semaines d'attente qui leur ont été nécessaires pour bâtir un programme personnalisé correspondant à mon profil. Depuis, j'ai pu construire mon business plan pour répondre aux besoins du marché local, grâce à toutes les informations que j'ai obtenues en fréquentant la Plateforme. Je vais demander une subvention de l'INDH. Si je l'obtiens, je pourrais proposer mes services aux entreprises de l'Oriental. Je suis sûr que ça va bien marcher, d'autant que je serai accompagné par les conseillers de la Plateforme, dans le cadre des programmes de post-crédation d'entreprise».

Karima, 23 ans

«Je suis passionnée par la cuisine depuis mon plus jeune âge et je suis assez douée pour ça. J'aurai pu me contenter de développer ce talent dans un cadre familial... mais je veux d'abord monter mon affaire pour participer au budget du foyer de manière conséquente, en devenant traiteur à domicile. Depuis que je fréquente la Plateforme des Jeunes et que j'ai pu préparer un business plan de manière professionnelle, je vois plus clair et je sais ce que je dois faire : je sais à quoi ressemblera la carte des plats que je vais proposer, j'ai estimé les montants à investir, comme les bénéfices que je peux réaliser. Je trouve que les services gratuits de la Plateforme sont très utiles et je leur suis reconnaissante de m'accom-

pagner efficacement dans mon projet. Je ne sais pas si je pourrais un jour ouvrir un petit restaurant mais aujourd'hui je n'ai plus peur d'être au chômage, comme la plupart des jeunes de mon entourage, souvent sans perspectives ni espoir d'insertion dans le monde du travail».

Illias, 24 ans

«Avant de venir à la Plateforme des Jeunes, j'ai été formé à des métiers de l'industrie automobile et j'ai eu un diplôme en Systèmes Industriels Automatisés, ce qui devait me permettre de travailler assez rapidement en entreprise à Tanger, Casablanca, Kenitra ou El Jadida. Mais je voulais monter ma propre structure, si possible dans ma ville natale, et c'est pourquoi je me suis inscrit à la Plateforme située là où je vis. A l'époque, j'étais démotivé et même prêt à quitter le domaine pour lequel j'avais été formé pour travailler dans une petite imprimerie. Mais, l'équipe de la Plateforme a évalué mes compétences et m'a convaincu que je devais persévérer dans l'automobile. Je me suis lancé dans l'aventure avec enthousiasme : ils m'ont accompagné, notamment par une formation en Management pour que je puisse réaliser mon business plan. Je vais bientôt présenter mon projet d'entreprise devant une commission à la Préfecture, qui pourrait m'accorder un financement de l'INDH. Celui-ci devrait être assez conséquent pour que je puisse créer ma structure, puisqu'il pourra atteindre 60 à 90 % du capital. Un oncle va me prêter le reste. Donc, je vais peut-être bientôt ouvrir mon atelier de diagnostic et de programmation automobile, sans avoir à quitter mes proches et ma Région. Surtout que je vais proposer un service qui n'existe pas encore ici, ce qui m'aidera beaucoup quand je défendrai mon idée devant le comité qui débloque les subventions de l'INDH. C'est en tous cas un point décisif que l'équipe de la Plateforme m'a conseillé de bien mettre en avant quand je serai face à ceux qui vont juger la qualité de mon projet professionnel.»

> Dossier

C'est pourquoi il est présent aux heures de pointe dans les endroits les plus fréquentés de Jerada. Pour que son activité soit fructueuse, le néo-entrepreneur doit donc vivre au rythme des activités de sa ville natale, économiques ou de loisirs notamment.

Jerada est le chef-lieu d'une Province de 14 Communes. Pour la plupart rurales (il n'y a que trois Communes urbaines), elles s'étendent sur un vaste territoire où vivent environ 100 000 personnes.

Au siège de la Province, Jalal Tagmouti et Rachid Talbi, cadres de la Division de l'Action Sociale, précisent que près de 70 000 d'entre elles vivent en ville et que la grande majorité de la population a moins de 45 ans. Autrement dit, l'essentiel de ceux qui peuvent être appelés à bénéficier des services de la Plateforme des Jeunes de Jerada réside en territoire urbain.

Dans la cité qui fut minière, comme ailleurs dans cette Province, on trouve

des commerces en quantité suffisante. Mais, à part les stations-service et les ateliers de mécanique automobile, il s'agit surtout d'épiceries, de cafés, de restaurants... En résumé, les services restent peu développés. Cette réalité, en ville comme à la campagne, impacte bien sûr les perspectives d'emplois pour les jeunes qui vivent sur place.

Le nombre d'entreprises va croissant, notamment avec la Zone d'Activité Economique récente où plusieurs sociétés viennent de s'installer, mais il reste limité, offrant encore trop peu d'opportunités d'emplois.

La plupart des jeunes décrochaient leur premier job en partant loin de chez eux. Ils enchaînaient ensuite toutes sortes d'emplois précaires, devenant, au fil des saisons, maçon, livreur, serveur ou encore manutentionnaire. Si, pour certains, il s'agissait juste d'aller s'installer dans la famille à Oujda, à un peu plus d'une heure de route, pour d'autres,

l'exil était plus lointain : jusqu'à Fès, Tanger, Rabat, Casablanca... Mais, à Jerada, on a appris à garder espoir et on se montre optimiste en notant que l'économie locale connaît une notable embellie. Pour le confirmer, on constate que, ces dernières années, les prix de l'immobilier ont flambé et que les loyers des habitations se sont multipliés par trois, voire parfois par cinq.

Une source autorisée nous donne une explication convaincante sur place : «Il y a bien sûr les retombées des nouvelles activités économiques, qui ont créé des emplois, mais aussi l'ouverture prochaine du Musée de la Mine, dont on parle beaucoup ici. Il est très attendu car il aura des retombées économiques importantes pour la ville, encore peu équipée pour l'accueil de touristes.

Jerada n'est ni Figuig, ni Saïdia, mais nous recevrons un jour beaucoup de visiteurs vu le fort potentiel touristique de notre territoire».



Les Plateformes occupent des locaux accueillants, modernes, harmonisés à l'état d'esprit de la jeunesse ; ici, l'entrée de celle de Berkane dans un quartier résidentiel agréable

A Bouarfa, une Plateforme parfaitement adaptée aux réalités de la Province de Figuig

A Bouarfa, c'est un cabinet de conseil en ingénierie, dont le siège est à Rabat, qui a été désigné comme gestionnaire de la structure, pour une période de quarante mois. Depuis l'ouverture, en janvier 2021, les cadres de la Plateforme sont donc salariés de ce cabinet privé.

de la Plateforme, note : «*Notre rôle est de fournir un soutien aux jeunes au sein de nos espaces d'accueil, de conseil et d'orientation. Ces ressources sont conçues pour renforcer leurs compétences personnelles et techniques, pour les aider à concrétiser leurs projets.*».



L'une de ces cadres, originaire de Casablanca et diplômée en Management des entreprises, nous précise : «*La Province de Figuig a lancé un appel à manifestation d'intérêt et c'est Anzar Conseil qui a été désigné pour gérer la Plateforme. Notre sélection s'est faite au terme d'un processus qui nous a permis d'exposer notre démarche générale, les résultats attendus, le planning de nos activités et la taille de l'équipe à mobiliser. Le cahier des charges indique clairement le contenu des missions qui nous ont été dévolues.*».

Hafsa Kenzeddine, responsable au sein

Parmi les jeunes demandeurs d'une intégration économique et sociale par l'emploi et désireux de la trouver avec le soutien des prestations de la Plateforme de Bouarfa, Driss Boukhari, 22 ans. Après avoir obtenu son baccalauréat, il est allé un an sur les bancs de la Faculté de Droit d'Oujda, avant de suivre une formation de deux ans en comptabilité à l'OFPPT (Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail) dans sa ville.

Il témoigne : «*A la Plateforme, j'ai été préparé pour devenir téléconseiller en centre d'appels. C'est pourquoi j'ai été*

formé en Business model outsourcing, en Gestion de la relation-client et en Bureautique.».

Zineb Ladjoua, une autre responsable au sein de la Plateforme de Bouarfa ajoute : «*Il n'y a pas de centre d'appels dans notre ville, mais c'est le métier qu'il veut faire. Il va donc aller travailler à Oujda, car le principe est que nous les préparons à intégrer le marché du travail à la lumière des opportunités qui leur sont offertes dans toute la Région, tout en respectant leur choix de métier.*». C'est ainsi qu'au terme d'une formation sur deux mois, réalisée en collaboration avec l'ANAPEC (Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi et des Compétences) et dispensée au sein de la Plateforme par des formateurs et des professionnels du secteur, Driss Boukhari a obtenu un diplôme de qualification qui lui permet aujourd'hui de postuler dans les centres d'appels d'Oujda, avec un bagage adéquat... et beaucoup d'assurance.





La plateforme des jeunes de Jerada conviviale et accueillante

«Nos paysages sont somptueux et le nom de notre ville est connu partout au Maroc et ailleurs dans le monde. Ceci explique la hausse des prix dans l'immobilier. Il y a aussi cette nouvelle caserne créée récemment près de Jerada : de nombreux militaires ont loué des appartements pour leur famille en ville, à proximité de leur lieu de travail. Ce sont autant de nouveaux consommateurs potentiels et les activités vont toujours s'adapter à la situation pour en tirer profit. Certains prix ont donc augmenté, mais, en même temps, il y a davantage d'opportunités, en particulier pour les jeunes en recherche d'un emploi qui veulent rester près de leur famille et développer leur localité.»

Younes Ouchen croit aussi à un avenir prometteur pour Jerada. Depuis qu'il a créé son café ambulant, il se dit de plus en plus optimiste. Ce jeune homme ambitieux n'a pas 40 ans, mais il travaille depuis déjà plus de 20 ans.

Le chômage ? Il l'a connu, mais pas longtemps, sa vie ayant été jalonnée de contrats à durée déterminée, pas toujours légalisés : «J'ai travaillé cinq ans à Casablanca avant de revenir et je suis heureux de pouvoir aujourd'hui vivre dans ma ville natale, une cité emblématique de l'histoire de la mine au Maroc.» Pour lui : «Jerada a tout pour plaire aux touristes, marocains ou étrangers.» Il faut donc dit-il, «se préparer à l'ouverture de ce nouvel espace dédié à la mine et aux mineurs. Il va créer une dynamique et des gens viendront du monde entier. Nous devons nous organiser pour que les services - restauration et hébergement surtout - soient rapidement mis à niveau. Il faut aussi que des gens croient en nous et investissent ici pour proposer toutes sortes de prestations à de bons prix, à un bon niveau de qualité. C'est pour toutes ces raisons que j'ai choisi de créer mon entreprise dans la restauration.»

Et, comme s'il proposait un slogan publicitaire, il conclut par cette formule : «Le tourisme, c'est l'avenir de Jerada !».

De la motivation et une bonne idée, c'est bien plus important que les diplômes !

Les responsables de la Plateforme de Jerada ont une perception des réalités locales totalement alignée sur les perspectives de développement économique de la ville et de son hinterland telles que les voient les cadres de la Province aussi bien que le cafetier ambulant.

Cette unanimité souligne la symbiose des acteurs du développement.

Au fil de ses voyages, en fonction de ses jobs comme des routes qu'il a empruntées, Younes Ouchen, avec le baccalauréat pour seul diplôme, s'est forgé un caractère de battant et de grandes ambitions professionnelles.

Un de ses amis témoigne : «*Quand il s'est rendu à la Plateforme des Jeunes, il savait déjà très exactement ce qu'il voulait faire. Il connaissait bien son domaine : les goûts et préférences des consommateurs de café, comme les circuits de distribution des boissons chaudes, n'avaient pas de secret pour lui. Il était sûr qu'il pourrait créer une société rentable et avoir sa place dans le marché de la torréfaction. Sans cela, sans tous ses acquis résultant de nombreuses années de travail, il n'aurait pas pu atteindre tous ses objectifs.*».

L'avis est partagé par les membres de l'équipe de la Plateforme des Jeunes de Jerada. Ils reconnaissent que la motivation du candidat, comme la nature de son parcours professionnels et de sa formation, sont des facteurs déterminants pour son succès.

Un mode drastique de sélection des candidats

L'un des animateurs précise : «*Lorsque nous accueillons un jeune, il nous faut*

l'évaluer dans un premier temps, pour ensuite l'orienter et l'accompagner dans les meilleures conditions. A chaque étape, depuis l'accueil, notre travail est très précis et répond à tout un ensemble de facteurs assez complexes, difficile à résumer. L'idée centrale qui nous guide est de favoriser l'inclusion économique des jeunes. Nous avons des objectifs de résultats et c'est pourquoi nous sélectionnons les candidats. Le choix est d'accompagner les plus performants, ceux qui ont le plus de potentiel pour construire leur projet, et l'essentiel, à nos yeux, est le degré de motivation du jeune qui nous sollicite.».

Hafida El Hendouz, Cheffe de la Division de Coordination Régionale du Développement Humain à la Wilaya d'Oujda-Angad aborde le sujet de la sélection des jeunes qui se portent candidats et donne des chiffres précis. Ces statistiques indiquent que, sur 17 000 jeunes qui se sont présentés dans les neuf Plateformes de la Région entre janvier à juin 2022, un peu moins de 9 800 candidatures seulement ont été retenues.

En d'autres termes, en moyenne, près de la moitié des dossiers ont été rejetés. Aux nombreux jeunes que nous avons rencontrés, nous avons demandé de commenter ces chiffres. La plupart disent, sans surprise, qu'il faudrait augmenter le nombre de bénéficiaires, pour au final donner plus de chances à plus de monde.

Mais certains nous ont donné un point de vue différent. Ainsi, Mehdi El Omri, 26 ans, libraire à Jerada, dresse un constat mitigé : «*Pour ceux qui gèrent les Plateformes, l'essentiel est la motivation des candidats et peu d'entre nous en ont vraiment. Ils ne peuvent pas aider tout le monde et la plupart des jeunes que je connais ne savent pas vraiment ce qu'ils veulent faire. Même pour devenir indépendants financièrement, ils n'ont pas tous envie de construire un projet sur le long terme. Ils préfèrent les petits boulots. C'est pourquoi il est difficile pour les équipes des Plateformes d'accepter plus de monde.*».

Younes Ouchen, le spécialiste du café, est aussi de cet avis.



La nouvelle Zone d'Activité Économique de Jerada, pourvoyeuse d'emplois et partenaire de la Plateforme des Jeunes

> Dossier

Il se souvient bien de cette «étape de sélection». Elle avait commencé au premier contact, alors qu'il venait tout juste de franchir les portes de la Plateforme pour la première fois. Ce jour-là, il était venu déposer sa candidature et avait été rapidement reçu, pour un bref entretien, par un animateur de la structure. Ils ont parlé, dans les grandes lignes, de son curriculum vitae, comme de ce qu'il voulait faire plus tard ; de sa famille aussi. Une manière, pour son interlocuteur, de mieux le connaître afin d'évaluer son potentiel de futur entrepreneur. «C'était juste après la période Covid et j'avais eu le temps de bien réfléchir à ce que je voulais faire de ma vie. Mon but était clair : j'étais décidé à réussir mon projet et je voulais me donner les moyens de me lancer dans l'entrepreneuriat. Mais je ne m'y connaissais pas trop et c'est pourquoi je me suis présenté à la Plateforme des Jeunes. J'ai pu monter ma société grâce à leur aide et à leur expertise, au cours de sessions de travail qui ont duré plusieurs mois».

Ayman Boukili, 32 ans, auto-entrepreneur dans le nettoyage automobile à Jerada, est aussi un exemple significatif. Il raconte qu'il était lui aussi très sûr de lui quand il s'est inscrit.

Verbatim : «Cela faisait quelques années que j'étais laveur de voitures. Je connaissais bien les produits proposés sur le marché. Je pouvais garantir au client un service haut de gamme et je savais que c'était un secteur rentable qui pouvait me fournir un bon revenu si je m'en donnais les moyens ; mais je ne connaissais pas le monde de l'entreprise et je ne savais pas par où commencer. À la Plateforme, j'ai rencontré une équipe de professionnels des Ressources Humaines et du Management, qui étaient réellement à mon écoute. Ils m'ont présenté en détail tous leurs services et m'ont demandé de remplir un questionnaire, pour mieux connaître mon parcours, mon histoire personnelle et la nature exacte de mes ambitions. Quelques mois sont passés avant qu'ils m'annoncent au téléphone que mon

profil les intéressait et que j'étais retenu pour bénéficier de leur soutien. Un programme très précis, construit juste pour moi, m'a été proposé. Je l'ai suivi pendant plus de 6 mois. Un «programme individualisé», comme ils disent, tenant compte de tout ce que j'avais exprimé sur mes besoins, mon parcours et mon savoir-faire».

En bref, Ayman Boukili a été orienté, formé et financé, pour créer son entreprise de lavage automobile, en conformité avec toutes les normes en vigueur dans le secteur, le tout, en collaboration avec le Centre Régional d'Investissement.

Principales activités : la pré-crédation et la post-crédation d'entreprise

Depuis son ouverture début 2020, la Plateforme de Jerada a donc garanti à Ayman Boukili, comme à des milliers de jeunes, un accompagnement de A à Z pour qu'il soit en mesure de monter sa structure. Mais pas seulement : elle lui assure aussi un suivi «post-crédation».



Dans les Plateformes des Jeunes, comme ici à Driouch, les séances collectives alternent avec les entretiens individuels

A Berkane, la Plateforme des Jeunes bénéficie de la dynamique du développement local

Studio

CAACMIPAE

PLATEFORME DES JEUNES BERKANE

منصة الشباب - بركان

Le Centre d'Appui et d'Accompagnement des Coopératives Montantes, de l'Initiative Privée et de l'Auto-emploi œuvre à l'inclusion économique des jeunes, via la Plateforme des Jeunes lancée en juin 2021. Celle-ci accueille des candidats à l'emploi salarié, des porteurs de projets, des entrepreneurs dont l'entreprise a moins d'un an et des coopératives émergentes. Elle promeut l'auto-emploi et propose de nombreux services, dont l'écoute, la formation, l'orientation, l'accompagnement et le suivi après la création de l'entreprise. Elle accueille environ 1 500 jeunes chaque année.

La Plateforme mobilise huit personnes pour son animation et pour délivrer ses prestations. Elle développe l'esprit entrepreneurial, enseigne des compétences de gestion et s'assure que les projets soutenus respectent les règles, normes et standards réglementaires du secteur d'activité concerné. L'idée est d'amener le candidat à réussir le



démarrage de son projet et de préparer la pérennité de son entreprise. La Plateforme dispose d'un comptoir d'assistance financière et comptable, offrant aussi des solutions managériales efficaces et des conseils en marketing. Les activités ont débuté par une cara-

vane, intitulée « Initiative, Innovation et Développement », à travers la Province : 420 jeunes ont participé aux ateliers. Il s'agissait de leur donner goût à l'entrepreneuriat en les encourageant à créer, sur leur lieu de vie, leurs propres entreprises à partir d'idées innovantes. La sensibilité locale est particulièrement orientée vers les nouvelles technologies puisque Berkane est en marche vers une digitalisation généralisée des services administratifs et peut déjà revendiquer le titre de « smart city » de référence au vu du haut niveau d'intégration numérique de la Province. Trois « hackathons » et un « bootcamp » ont aussi été organisés dans cet esprit. La Plateforme entend apporter un appui

à l'innovation territoriale dans toutes les Communes, relancer des caravanes, lancer des formations à distance et organiser des séances d'accompagnement avec des partenaires locaux ; un espace d'échange accueillera bientôt des experts de divers horizons.

Celui-ci l'aide à atteindre ses objectifs, une fois lancée son activité. C'est pourquoi il continue aujourd'hui à se rendre régulièrement dans les locaux de la Plateforme. Il y retourne plusieurs fois chaque mois depuis qu'il a lancé son affaire. « Globalement, je peux dire que ma boîte roule déjà assez bien. Mes clients sont satisfaits des prestations,

mon carnet de commandes est plein et j'ai même créé des emplois salariés. Mais, face à certaines difficultés pour exercer mes nouvelles fonctions de gérant d'entreprise, j'ai ressenti le besoin d'être accompagné pour affiner mes choix stratégiques, gagner en efficacité, et améliorer mes résultats. J'ai donc demandé l'aide de l'équipe de la Plate-

forme. C'est ainsi que je me suis inscrit au programme qu'elle propose pour le suivi des nouvelles entreprises comme la mienne. »

Le choix d'être suivi sur plusieurs mois après le lancement son activité n'est pas celui de la majorité des jeunes entrepreneurs qui ont bénéficié des services de la Plateforme pour créer leur entreprise.

> Dossier

Comme nous l'a déclaré sur place l'une des animatrices du programme, il s'agit là d'une option tout à fait facultative. «*Cet accompagnement en post-crédation, ils sont libres de le suivre, ou pas. Dans nos accords avec eux, rien ne les engage à le faire.*» Cette jeune diplômée en Management, qui fait partie des cadres de la structure depuis son ouverture il y a quatre ans, a rencontré des profils très différents.

A la lumière de son expérience, elle précise: «*Au début du process, lorsqu'ils entament leurs tous premiers moments de collaboration avec notre équipe pour construire leur projet professionnel, rien n'indique à ces futurs créateurs d'entreprise qu'ils vont être tenus, une fois en activité, de suivre ce programme. C'est pourquoi une grande partie d'entre eux ne se sentent pas obligés de s'y inscrire, même si nous le leur recommandons fortement. A nos yeux, c'est une étape importante dans leur parcours de jeunes créateurs d'entreprise. On peut même dire que la pérennité de leur projet en dépend. Mais nous avons aussi conscience que, de leur point de vue, l'essentiel est de fonder leur structure et de très vite se mettre au travail. Par la suite, ils ne trouvent tout simplement plus de temps de venir nous consulter.*» Younes Ouchen, qui commence à faire sa place sur le marché du café, suit le programme de post-crédation d'entreprise. Même s'il se dit très occupé par ses nouvelles activités professionnelles, il prend de son temps libre pour tenir des réunions avec les cadres de la Plateforme, de manière régulière et dans la continuité. Ils parlent ensemble de ses craintes comme de ses «bonnes idées». Ainsi, Younes vient d'entamer une nouvelle formation, pour maîtriser un logiciel qui l'aidera à faire sa comptabilité.

«*Pour moi, il était très important de ne pas couper le contact une fois l'entreprise créée, car je continue d'avoir besoin de les écouter. Leurs conseils sont précieux : ils connaissent bien mon projet pour m'avoir aidé à le définir, dans le moindre détail. Je peux même dire qu'ils maîtrisent souvent mieux que moi mon dossier... Je considère aujourd'hui qu'ils sont mes partenaires les plus importants et les plus précieux.*»

Bref, comme lorsqu'il s'agissait de préparer la création de son entreprise, il a trouvé des solutions auprès de la Plateforme, des formations et du conseil, sous forme d'entretiens individuels ou lors de séances de travail en groupe.

Du point de vue de ceux qui les encadrent, il faut aider les porteurs de projets à surmonter les obstacles qu'ils rencontrent notamment en faisant des visites sur le terrain pour prendre la mesure de la situation.



La Plateforme des Jeunes de Nador, où les formations et les entretiens remplissent les salles en permanence; une activité intense

Il s'agit alors d'identifier les points faibles qui menacent le projet, d'examiner et d'adapter éventuellement le chiffre d'affaires initialement prévu dans l'étude de faisabilité, de connaître les problèmes en rapport avec les clients et de déterminer les besoins éventuels en formations pour améliorer les capacités des porteurs des projets.

Employabilité des jeunes en entreprise

La création d'entreprises et le suivi en post-crédation ne sont pas les seules options proposées aux jeunes qui se présentent dans les locaux de ces Plateformes. Il est vrai que la plupart d'entre eux veulent «lancer leur boîte». Ils choisissent généralement un statut d'auto-entrepreneur, les autres optant pour la création d'une Société en Nom Collectif (SNC), d'une Coopérative, ou encore d'une Société Anonyme à Responsabilité Limitée (SARL).

Mais, lorsqu'ils arrivent à l'accueil de la Plateforme des Jeunes la plus proche de chez eux, il leur est bien dit qu'ils peuvent aussi être accompagnés s'ils cherchent un emploi salarié en entreprise. C'est ce qu'on appelle ici l'Aide à l'employabilité, ou encore l'Axe employabilité. Cela consiste à préparer le candidat à intégrer une structure existante, en tant que salarié. Les bénéficiaires sont préparés aux entretiens d'embauche en étant conseillés par l'équipe de la Plateforme, notamment pour rédiger leur curriculum vitae et leur lettre de motivation.

De plus, ils peuvent bénéficier d'un réseau constitué avec les employeurs de la Région, mais aussi avoir accès aux offres d'emploi qui répondent à leurs attentes et à leurs qualifications. Ce service pourrait s'apparenter à ce que réalise déjà l'ANAPEC (Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences), présente dans chaque Province de l'Oriental. Mais il y a quelques différences, la principale étant qu'ici on traite uniquement les dossiers de ceux qui sont en recherche d'un premier emploi. Autrement dit, ne sont acceptés dans les Plateformes des Jeunes que ceux qui n'ont jamais travaillé, tout

au moins en entreprise, dans un cadre formel.

Parmi eux, Driss Boukhari, 22 ans, à Bouarfa. Baccalauréat en poche, il est allé un an sur les bancs de la Faculté de Droit d'Oujda, avant de suivre une formation de deux ans en comptabilité à l'OFPPPT (Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail), dans sa ville. Il témoigne : «A la Plateforme, j'ai été préparé pour devenir téléconseiller en centre d'appels. C'est pourquoi j'ai été formé en Business model outsourcing, en Gestion relation-client et en Bureautique».

Zineb Ladjoua, responsable à la Plateforme de Bouarfa ajoute : «Il n'y a pas de centre d'appels dans notre ville, mais c'est le métier que Driss veut faire. Il va donc aller travailler à Oujda, car le principe est que nous les préparons à intégrer le marché du travail à la lumière des opportunités qui leur sont offertes dans toute la Région, tout en respectant leur choix de métier.»

C'est ainsi qu'au terme d'une formation sur deux mois, réalisée en collaboration avec l'ANAPEC et dispensée au sein de la Plateforme par des formateurs et des professionnels du secteur, Driss Boukhari a obtenu un diplôme de qualification qui lui permet aujourd'hui de postuler dans les centres d'appels d'Oujda, avec un bagage adéquat et beaucoup d'assurance.

Une forte implication des entreprises locales, comme de la société civile

Dans les Plateformes, les jeunes peuvent bénéficier de programmes développés en partenariat avec des entreprises et des associations. Parmi elles figure par exemple, l'ONG Tibu Maroc, antenne locale de Tibu Africa, qui s'est donné pour vocation de former aux métiers du sport où elle détient une solide expérience. Sur le site web de cette association basée à Casablanca, où elle a lancé un incubateur en 2020, on peut lire : «Le sport présente un nombre croissant d'opportunités d'entreprendre».

C'est la raison pour laquelle cette structure associative a choisi «de développer des programmes d'accompagnement des jeunes souhaitant se lancer dans



A la Plateforme des Jeunes de Bouarfa, préparation puis présentation des business plans

l'entrepreneuriat socio-sportif (...) pour créer des emplois, intégrer les groupes vulnérables dans le marché du travail et faire progresser la cohésion sociale au sein des communautés».

Les jeunes qui suivent ces modules considèrent aussi que le sport est un secteur d'avenir, notamment parce

que le Maroc va accueillir la Coupe du Monde de Football en 2030 et la Coupe d'Afrique des Nations en 2025. Si la plupart rêvent de bénéficier de l'impact de ces deux grands événements, certains ont plutôt l'ambition de travailler pour le développement des terrains de proximité, qui est aussi un programme

d'envergure puisqu'il prévoit l'installation et la maintenance d'équipements dans tout le pays.

Dans l'Oriental, ce projet d'inclusion par le sport s'étale sur trois ans ; il est doté d'un budget de 7,5 millions de Dirhams. L'essentiel des fonds est débloqué par l'INDH et le Conseil Régional, l'objectif

Comment fonctionne une Plateforme des Jeunes ? Le cas de Guercif

La Plateforme des Jeunes de Guercif a ouvert ses portes fin 2020, dans le cadre de la Phase III de l'INDH (Initiative Nationale pour le Développement Humain) et du programme ARIEJ (Amélioration du Revenu et Inclusion Économique des Jeunes), lancés en 2019 pour une période de quatre ans.

Son principal objectif est de répondre aux attentes des jeunes de la Province - la limite d'âge limite étant fixé à 45 ans - en recherche d'opportunités d'emploi, de formation et d'appui technique.

bureaux d'études (Exen Consulting et Med Media) pour améliorer la qualité des prestations fournies par l'équipe de la plateforme.

Celle-ci est constituée de quatre personnes, diplômées en Gestion des entreprises ou en Marketing, qui assurent l'orientation, l'écoute et l'accompagnement des jeunes qui veulent construire leurs projets professionnels. Ces conseillers travaillent, dans certains cas, en partenariat avec les antennes locales de l'ANAPEC (Agence Nationale

par la plateforme). Côté résultats, à ce jour et après trois années d'existence, la plateforme a accueilli plus de 1 700 jeunes, qui ont été orientés vers l'un des trois axes sus-mentionnés.

Au terme de plusieurs entretiens destinés à identifier leurs besoins à la lumière de leurs parcours et de leurs ambitions professionnelles, plus de 300 d'entre eux ont bénéficié d'un accompagnement pour créer leur entreprise, après avoir réalisé leur business plan et obtenu un financement de l'INDH. Par la suite,



La gestion de cette structure est assurée par l'association Al Wassit, connue pour son bon niveau d'expérience et d'expertise en matière d'inclusion des jeunes, grâce notamment à son partenariat avec la Fondation Mohammed V pour la Solidarité et à sa connaissance pointue des potentialités économiques du territoire régional.

Ce choix a été fait par le Comité Provincial du Développement Humain (ou CPDH, présidé par le Gouverneur de la Province de Guercif), à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt à destination des associations locales. Depuis, Al Wassit a fait appel aux services de deux

de Promotion de l'Emploi et des Compétence) et du CRI (Centre Régional d'Investissement).

La plateforme développe trois axes :

- L'Appui à l'entrepreneuriat (ou encore la création d'entreprises) ;
- L'Employabilité (pour les jeunes qui cherchent un premier emploi en tant que salariés) ;
- Le Soutien aux acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ou ESS, c'est-à-dire essentiellement des associations et des coopératives existantes, dont les résultats et le fonctionnement peuvent être améliorés au terme d'un accompagnement réalisé de manière personnalisée

une fois lancée l'activité de leur structure, 139 de ces jeunes ont été suivis. Les programmes de formation qui leur sont dispensés dans ce cas sont groupés sous l'intitulé : «Post-crédation d'entreprises». En ce qui concerne les deux autres axes développés sur place :

- 44 jeunes ont suivi les programmes dédiés à l'Employabilité, afin d'obtenir un premier emploi salarié ;
- 73 coopératives existantes ont bénéficié d'un appui technique et de formations diverses, sachant que 19 d'entre elle ont obtenu un financement labélisé INDH, autrement dit une subvention de l'Etat.

étant que 60 personnes soient formées chaque année dans le cadre d'une coopération avec les Plateformes des Jeunes dans toutes les Provinces de la Région. Le projet prévoit aussi de lancer prochainement une «École d'inclusion socio-économique des jeunes» à Oujda, avec pour objectif que les 180 bénéficiaires de ce programme deviennent un jour chefs d'entreprise dans le domaine du sport ou bien dans les métiers annexes, ou encore employés salariés d'une structure (privée ou publique) de ce secteur porteur.

Le tissu local d'entreprises collabore avec les Plateformes des Jeunes. On peut citer le cas de la Province de Jerada, avec ses nouvelles Zones d'Activités Économiques. Les unités qui y sont installées embauchent de la main d'œuvre locale et des programmes de formation sont donnés pour cela dans les locaux de la Plateforme des Jeunes. Selon la Division de l'Action Sociale à la Province de Jerada, qui cite en exemple les nombreux emplois créés par la nouvelle unité de décorticage et de conditionnement de crevettes, plusieurs centaines de jeunes ont ainsi pu trouver une activité rémunératrice sur place.

L'objectif était bien de leur permettre de rester dans leur ville pour y travailler en entreprise, après avoir été formés, sans être contraints de s'exiler loin de chez eux. Cela passe par une approche intégrée qui a pour but d'améliorer l'employabilité de ces jeunes, tout en créant de la valeur au niveau local et en renforçant la qualité des ressources humaines pour les entreprises installées sur place ou appelées à l'être. Selon la plupart des acteurs du développement économique local, cette démarche permettra, à terme, plus d'investissements privés dans l'Oriental, une question cruciale pour le développement de leur Région.

Amélioration des revenus de l'Économie Sociale et Solidaire

Les Plateformes sont aussi dédiées au développement de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Le concept désigne un ensemble d'entreprises, d'associations et de coopératives dont le fonctionnement interne et les activités sont



L'accueil et les formations au sein des Plateformes des Jeunes de Taourirt et El Aioun



Les nouveaux établissements industriels de Jerada (dont l'usine de décorticage et conditionnement de crevette, ci-haut, et l'installation de stérilisation des déchets médicaux de la Région, en bas) ont créé des emplois auxquels les jeunes se sont préparés pour certains avec le concours de la Plateforme des Jeunes

fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Au Maroc, on considère, selon les sources, que le potentiel de l'ESS représenterait entre 10 et 20% du PIB. C'est dire son poids.

Au niveau des Plateformes, l'idée est d'apporter un appui à ce genre de structures (déjà existantes), lorsqu'elles sont désireuses d'améliorer leurs performances et leurs résultats financiers. Il s'agit le plus souvent de coopératives qui rencontrent des difficultés pour accroître leur portefeuille de clients et leurs revenus, comme pour améliorer la qualité de leurs produits. Leurs besoins sont variés et c'est pourquoi les prestations que leur proposent les Plateformes le sont tout autant.

Globalement, on peut dire que les Plateformes leur offrent des formations et un accompagnement personnalisés pour que ces acteurs importants du développement local puissent obtenir un financement de l'INDH. Celui-ci leur sert généralement à acquérir un nouvel équipement ou à augmenter leur nombre d'employés.

Rachida Zaari, 41 ans, préside une coopérative de couture à Oujda. Elle s'est faite accompagner par la Plateforme des Jeunes de sa ville. Grâce aux fonds obtenus de l'INDH, elle a pu acheter du matériel pour cinq de ses collaboratrices : un peu plus de 50 000 Dirhams, non remboursables. Elle nous précise : «Ma coopérative a été créée en 2017

et je me suis inscrite à la Plateforme quatre ans plus tard, pour améliorer mes revenus comme ceux des couturières qui travaillent avec moi. J'avais un gros problème : je ne manquais pas de commandes mais je ne pouvais pas les honorer, car je manquais d'équipement». Accompagnée par l'équipe de la Plateforme sur plusieurs mois, elle a pu préparer son dossier de demande de subvention.

La procédure pour obtenir un financement labélisé INDH prévoit aussi de passer un grand oral au siège de la Province. Le (ou la) candidat(e) se présente devant les membres d'une commission, qui lui posent des questions à partir de son business plan, afin de mesurer la viabilité de son idée de projet.

Et c'était là tout le problème pour Rachida Zaari : «Je suis de nature timide et l'équipe de la Plateforme m'a formée, entre autres, pour que je puisse mieux maîtriser mes émotions et construire mon discours de manière structurée. Ils appellent ça des *softs skills* et, c'est vrai, ça m'a beaucoup aidée. Depuis que je communique mieux, j'ai appris, comme on dit, à mieux vendre». Résultat : le nombre des clients de la coopérative a considérablement augmenté et elle peut désormais honorer ses commandes à temps.

De plus, elle propose une nouvelle gamme de produits, comme des tenues de sport et des uniformes d'infirmiers, réalisés avec sa nouvelle machine de sérigraphie pour l'impression de visuels.

Des locaux séduisants et une gestion déléguée

Sa formation, tout comme l'accompagnement dont elle a bénéficié, se sont déroulés dans les locaux flambant neufs qui abritent la Plateforme des Jeunes d'Oujda, ouverte en 2019.

Elle est située en plein centre-ville, comme beaucoup de ses homologues dans l'Oriental. Et ce n'est pas là le fruit du hasard : lorsqu'on visite tous ces locaux, il apparaît tout de suite qu'ils ont été pensés, meublés et décorés pour être faciles d'accès et agréables à vivre pour les jeunes auxquels ils sont destinés.

L'idée de ceux qui ont conçu l'aménagement de ces lieux, accueillants et spacieux, était visiblement de mettre à la disposition du public ciblé des espaces de travail à son goût, confortables et bien équipés. A Bouarfa par exemple, on trouve des ordinateurs en quantité et en bon état de marche, de grands écrans avec des vidéoprojecteurs et du mobilier de bureau de qualité.

Le tout s'inscrit dans un environnement très coloré, la palette choisie pour peindre les murs, comme pour les éléments de décor, utilisant largement le rouge vif et le vert pomme. On peut constater ces choix de design d'intérieur dans d'autres plateformes de la Région. Ils traduisent une volonté de se démarquer des autres établissements en charge de l'inclusion des jeunes.

Le but est d'insuffler un nouvel élan dans la politique menée envers ce pu-

blic, le concept étant de créer plus de proximité avec les nouvelles générations, en répondant très concrètement à leurs besoins comme à leurs goûts d'esthétiques.

L'idée n'est pas anodine : il s'agit de bien montrer que ces Plateformes ne sont pas de nouvelles administrations. Ces entités sont en effet définies comme indépendantes car elles sont gérées par la société civile. On parle ici d'associations locales ou de cabinets d'études et de conseil, qui ont été sélectionnés par une commission présidée par le Gouverneur, au terme d'un appel d'offres lancé par chaque Province et par la Préfecture de la Région. Dans toute l'Oriental, comme dans tout le Royaume, quatre missions sont exercées par les gestionnaires des Plateformes et ce sont les engagements pris eu égard à celles-ci qui ont présidé au choix de ces opérateurs :

- d'abord, la méthodologie d'intervention pour mettre en place la Plateforme ;
- ensuite, le développement d'une stratégie de communication et de sensibilisation des populations ciblées ;
- puis, la mission intitulée «*Accompagnement des jeunes*» ;
- enfin, l'objectif titré «*Amélioration des revenus*».

Ces deux derniers points sont au cœur des priorités depuis le lancement de la Phase III de l'INDH, qui a couvert la période 2019-2023. L'un de ses programmes est intitulé précisément «*Amélioration du Revenu et Inclusion Economique des Jeunes*» (plus communément dénommé ARIEJ). Il vise à augmenter le revenu des jeunes par le lancement d'une nouvelle génération de projets inclusifs. L'idée centrale est de favoriser leur employabilité et de leur faciliter l'accès à l'entrepreneuriat.



La Plateforme des Jeunes d'Oujda-Angad, un bâtiment imposant et moderne en plein centre-ville

Elle se concrétise au sein des Plateformes des Jeunes, construites et équipées avec les fonds de l'INDH. Comme lors des deux premières Phases réalisées depuis le lancement de l'Initiative en 2005, le secteur privé et les associations sont associées aux programmes. La gestion des Plateformes des Jeunes en est la parfaite illustration.

Ni une banque, ni une administration

A Oujda, le Directeur de la Plateforme des Jeunes, Radi Zeriuoh, a été nommé par l'association locale qui gère l'organisme. Pour ce Docteur d'État en crowdfunding, le fait que ces espaces ne soient pas de nouvelles administrations est un choix judicieux des autorités publiques : «Cela réduit la distance entre le citoyen et l'administration. Les jeunes se montrent souvent réticents à l'idée de solliciter les services de l'État. Et c'est d'autant plus vrai quand il s'agit d'exposer des choses intimes comme la nature de leurs ambitions professionnelles et le genre d'obstacles qu'ils rencontrent sur leur parcours. A notre contact, ils sont plus à l'aise et se confient plus facilement. Quand nous communiquons avec eux, nous parlons la même langue».

Un autre de ses arguments est qu'un fonctionnaire n'a pas vocation à remplir les tâches de conseil offertes dans les Plateformes : «Prenons par exemple la phase de financement. Nous les préparons en effet à présenter leurs projets devant des commissions qui leur attribuent des fonds de l'INDH. Et à cette étape-là, nous sommes avant tout leurs partenaires, pour mieux les accompagner, dans un climat de confiance. Si nous étions représentants de l'autorité publique qui leur attribue ces subventions - en l'occurrence de leur Province - il serait impossible d'avoir le même langage, les mêmes résultats et la même qualité de coopération avec le jeune que nous accompagnons».

Comme le résume Anas Salah, Chef de la Division de l'Action Sociale à la Préfecture d'Oujda-Angad : «L'Administration ne peut pas être juge et partie».

Effectivement, les financements débloqués pour les jeunes accompagnés par

ces Plateformes sont ceux de l'INDH, gérée par l'État. Ces subventions couvrent 60% du capital, les 40% restants devant être un apport du jeune porteur du projet. Mais, dans certains cas, comme à Jerada, ces subventions atteignent parfois 90% du capital de la nouvelle entreprise.

C'est ainsi que le cafetier Younes Ouchen a obtenu 9 000 Dirhams de l'INDH pour constituer un capital de 10 000 Dirhams. «Cet argent, je l'ai eu après m'être bien préparé avec les animateurs de la Plateforme pour défendre mon dossier à la Province. Cette somme ne m'a pas été versée sur mon compte bancaire, car le système prévoit que ces fonds me servent à acheter du matériel et que mes fournisseurs sont directement payés par les services de la Province».

Anas Salah précise : «Dans l'Oriental, comme ailleurs au Maroc, les fonds débloqués par l'INDH peuvent atteindre 100 000 Dirhams pour un jeune qui veut monter son entreprise et 300 000 Dirhams quand il s'agit d'une entreprise existante qui veut améliorer ses revenus».

La procédure prévoit que le jeune présente son idée devant un comité représentant l'autorité locale, suite aux appels à projets que lance régulièrement la Préfecture. Le candidat doit constituer un dossier, qui comprend notamment son business plan, pour ensuite répondre oralement aux questions qui peuvent lui être posées par les membres de la commission. «Mais il y a une grande différence avec une demande de prêt à la banque...» précise Radi Zeriuoh, Directeur de la Plateforme d'Oujda. «L'évaluation bancaire est axée sur la solvabilité. La première chose que demande un conseiller bancaire, ce sont des garanties. Chez nous, ce n'est pas le cas, car demander des garanties, c'est favoriser l'exclusion des jeunes... Et nous, au contraire, nous travaillons pour leur inclusion. Un jeune, par définition, démarre dans la vie et n'a pas les moyens financiers de développer son idée de projet. Si la banque prête de l'argent dans une logique de rentabilité financière, nous, dans les Plateformes des Jeunes, nous cherchons

avant tout la rentabilité sociale. Je parle de l'impact social d'un projet, en termes d'amélioration des revenus de l'entrepreneur, comme de ses potentiels employés et de leur entourage».

Priorité aux projets innovants

Dans les Plateformes, le soutien aux projets innovants est posé comme prioritaire. Le mot innovation laisse penser qu'il s'agit de la phase de recherche, qui aboutit généralement au dépôt d'un brevet d'invention, mais ce n'est pas le cas ici. Quand on parle de l'intervention des Plateformes pour accompagner les jeunes inventeurs, il faut se référer au glossaire adopté par l'OCDE.

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques définit en effet l'innovation comme : «la mise en œuvre d'un produit (un bien ou un service), d'un processus nouveau, d'une nouvelle méthode de commercialisation ou d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques de l'entreprise». On parle donc uniquement de la mise sur le marché de l'invention, selon des procédés eux aussi innovants, dans un environnement qui ne la favorise pas forcément.

Le cas de Mohamed Bouziani, diplômé en Génie mécanique, option Aéronautique, illustre le développement de ce genre de projets par des jeunes dans l'Oriental. Il a été accompagné par la Plateforme des Jeunes d'Oujda.

Son procédé est une solution informatique qui permet de mieux gérer la consommation d'eau sur une exploitation agricole. Cela se fait à l'aide d'une application, installée sur le smartphone de l'agriculteur, et au moyen d'un petit robot, équipé de capteurs, qui s'installe facilement au niveau des conduits d'irrigation. Ce produit a nécessité plusieurs années de travail à son inventeur. Il se vendra à seulement 600 Dirhams, alors que le prix d'un matériel équivalent (produit à l'étranger selon des procédés et des matériaux différents) dépasse 2 000 Dirhams actuellement sur le marché.

Après avoir gagné des hackathons organisés par la Préfecture d'Oujda-Angad, ce jeune de 27 ans a obtenu récemment une subvention de l'INDH.

Il nous raconte le processus d'accompagnement, comme les difficultés rencontrées auparavant pour financer la mise sur le marché de son invention : «A la Plateforme, j'ai appris à faire mon business plan et à mieux communiquer pour expliquer l'intérêt de mon invention. C'est ce qui m'a permis d'obtenir près de 60 000 Dirhams de l'INDH pour monter mon entreprise. Avant de suivre ces formations, j'avais tenté d'obtenir un prêt bancaire, sans résultat... Je n'avais pas les garanties qu'ils exigeaient, même si mon idée était déjà bonne et que j'avais bien expliqué que le coût de revient de mon produit allait me permettre d'écraser la concurrence».

Bientôt, ce jeune inventeur pourra faire école en lançant «une petite académie pour former des inventeurs, de 7 à 77 ans». Pour donner vie à son nouveau projet, il n'a pas l'intention de solliciter sa banque puisqu'elle n'a pas soutenu le développement de son invention, freinant ainsi sa mise sur le marché. L'un des cadres de la Plateforme d'Oujda enchaîne : «Les banques financent très rarement des gens comme Mohamed Bouziani. Quand elles n'ont pas de références sur un produit - et donc la possibilité d'estimer les ventes une fois l'invention lancée sur le marché - elles ne prennent aucun risque. Nous ne sommes pas en Amérique...».

Le Directeur de la Plateforme d'Oujda, Radi Zerouh, défend la même idée dans un article publié par la Revue Internationale des Sciences de Gestion, une publication marocaine en ligne. On peut y lire que «les banques sont dotées d'outils d'évaluation et de sélection, conçus pour les entreprises classiques» et qu'elles considèrent comme «risqué, non rentable et inutile tout projet qui ne se conforme pas à leurs critères de sélection et d'évaluation».

Résultat, ajoute-t-il : «Beaucoup de projets innovants n'aboutissent pas, faute de mode de financement adapté. Les entrepreneurs-innovateurs font face à des partenaires routiniers qui privilégient le financement des grandes entreprises établies au lieu de financer des projets innovants». Il montre ainsi du doigt les banques comme l'ensemble des potentiels investisseurs privés.



La Plateforme d'Oujda-Angad offre des conditions de travail très agréables

> Dossier

Il renchérit : «*Les startups ne jouissent pas des mêmes conditions d'accès au financement que celles qui sont accordées aux grandes entreprises*».

A l'inverse, les Plateformes se veulent de véritables tremplins pour les jeunes inventeurs de l'Oriental. C'est d'autant plus vrai dans la ville d'Oujda, où l'Université Mohammed 1^{er} compte près de 80 000 étudiants et forme tous les ans un nombre conséquent de scientifiques. Comme certains sont en capacité de déposer des brevets, sans pour autant avoir les moyens financiers de les développer, l'Université collabore activement aux programmes développés dans les Plateformes des Jeunes.

Ce qu'il faut améliorer dans le futur

A la question «*que faut-il améliorer dans le fonctionnement des Plateformes pour que le système d'accompagnement soit plus efficace ?*», les responsables des Plateformes apportent des réponses variées.

Certains mettent en avant la nécessité de sensibiliser le secteur privé pour qu'il

s'implique davantage dans la démarche adoptée depuis le lancement des Plateformes des Jeunes il y a quatre ans. Si des entreprises locales collaborent aux programmes qui visent l'employabilité des jeunes de l'Oriental, «*il faudrait que plus de structures privées, installées ailleurs au Maroc, viennent développer leurs activités dans notre Région et s'associent à la dynamique générée par les Plateformes*», nous est-il souvent dit. Certains des animateurs de Plateformes considèrent qu'il faut mettre en place un plus grand volume horaire pour les formations, comme une plus grande palette de choix de modules, pour répondre aux demandes et aux besoins des candidats.

Plusieurs cadres de ces Plateformes pensent qu'il faudrait créer des antennes locales, dans différentes Communes de la Région. L'approche vise bien entendu à rapprocher les services de la Plateforme de leurs bénéficiaires potentiels, pour offrir un soutien directement adapté aux besoins spécifiques de chaque communauté, tout en touchant un plus grand nombre de jeunes,

dans des zones géographiquement dispersées, voire isolées. Une autre des idées souvent partagées par les femmes et les hommes qui font vivre ces Plateformes est que la Coordination nationale en charge de l'INDH devrait accorder plus de souplesses procédurales ; en d'autres termes, que les dispositifs prévus pour l'ensemble du pays pourraient être adaptés aux spécificités locales de chaque Province.

C'est le cas par exemple pour les limites du financement, car, comme le dit l'un des animateurs d'une Plateforme : «*Les jeunes d'Oujda n'ont pas les mêmes moyens et les mêmes possibilités de financement que ceux de Jerada ou Guercif*». D'où l'idée d'adapter la taille des enveloppes budgétaires en fonction des réalités locales, au cas par cas, d'une Province à une autre, et non pas, comme aujourd'hui, selon les paramètres fixés pour tout le pays.

Ceci d'autant plus, qu'il y a davantage d'opportunités pour les jeunes de Casablanca ou de Tanger que pour ceux qui vivent dans l'Oriental.

Au final, on retiendra qu'une Plateforme des Jeunes est avant tout un véritable carrefour au service de ceux qui veulent construire leur avenir professionnel. Pour celles et ceux qui s'y rendent, qu'ils soient cafetier ambulant comme Younes Ouchen, inventeur comme Mohamed Bouziani, couturière comme Rachida Zaari ou futur téléconseiller comme Driss Boukhari, c'est un moyen de bénéficier gracieusement d'un accès à l'ensemble des programmes personnalisés mis en place avec divers partenaires institutionnels, dans le but de favoriser l'inclusion économique des Marocains de moins de 45 ans.

Comme nous l'avons constaté sur le terrain, la plupart de ces jeunes prennent le risque de se lancer dans l'entrepreneuriat. Un sens de l'initiative qui, à en croire la quasi-totalité de ceux qui nous ont apporté leurs témoignages et points de vue, mérite d'être davantage appuyé par le secteur privé. En bref, le message qui revient le plus souvent tient en une phrase : les investisseurs sont les bienvenus dans l'Oriental, et ils sont surtout très attendus par les jeunes, comme par ceux qui les accompagnent.



Dans un décor chaleureux, moderne et fonctionnel, les contre-marches de cet escalier portent des formules-clés travaillées par les jeunes et leurs coachs



A Berkane, «smart city» exemplaire, tous les jeunes de 4 à 18 ans seront à l'école en 2030 !

Fatima EL OUAFI,
Journaliste

La Province de Berkane numérise sa gouvernance. Elle progresse par le développement numérique vers la société du savoir. La mutation oblige à élever le niveau d'éducation des générations montantes pour que la jeunesse fasse sienne la nouvelle citoyenneté. L'auteure a rencontré les responsables et enquêté sur place. Objectif premier : garder toute la jeunesse à l'école jusqu'à 18 ans d'ici 2030 !

Berkane et les territoires proches ont connu l'ouverture d'écoles «modernes» dès la fin de la première décennie du XX^e siècle. Elles sont l'embryon du système scolaire d'aujourd'hui. De nombreuses initiatives l'adaptent, l'étendent et le dynamisent sans cesse pour répondre aux besoins présents et surtout futurs.

Pas de ville intelligente sans citoyens intelligents !

Berkane, ville pionnière en matière de digitalisation, s'appuie sur l'éducation pour former des citoyens conscients des enjeux et capables de suivre le développement 4.0 à l'œuvre dans la Province. De grands efforts sont donc déployés afin d'élever le niveau d'éducation et de constituer un réservoir de compétences en renforçant l'enseignement et la formation technique et professionnelle. Cet investissement dans l'éducation, donne à la Province de Berkane les moyens de réaliser ses ambitions. Le réseau des établissements publics a été élargi, avec un total en 2023

de 79 écoles primaires, 23 collèges et 13 lycées (dont un lycée agricole et un lycée qualifiant BTS). Le secteur privé compte 27 établissements (écoles primaires, collèges et lycées). L'ensemble du dispositif accueille plus de 65 100 élèves, dont près de 32 000 filles.

Pour l'égalité des chances

La population de la Province de Berkane est jeune. Le défi est donc de donner à toutes et tous une éducation de qualité en développant un système d'enseignement attractif, équitable et efficace.



Dans la Province de Berkane, les établissements scolaires sont entretenus pour rester attractifs



LA MAISON FAMILIALE RURALE BENI SNASSEN

Une école de la deuxième chance

*Mohamed QADIRI,
Président de l'Association MFR Beni Snassen*

De par son profil d'origine, l'auteur est avant tout un technicien, diplômé de l'École de Génie Rural et de Topographie de Meknès depuis 1984. Au tournant des années 2000, l'acquisition d'une compétence en Formation des Formateurs a marqué une orientation vers la valorisation du capital humain en milieu agricole, finalement la clé du développement réussi du secteur. 20 ans plus tard, la MFR Beni Snassen semble l'un des aboutissements de sa démarche.

Les écoles de la deuxième chance, appelées aussi E2C, ont comme particularité de proposer des formations en

alternance à de jeunes actifs qui ont abandonné l'école, souvent à leur corps défendant, ou n'ont aucune formation. Ces structures, d'un type assez nou-

veau, luttent contre les effets du décrochage scolaire, tout en apportant un soutien aux populations qui font face à des difficultés économiques et sociales.



Les Maisons Familiales Rurales du Maroc forment la jeunesse rurale

C'est ce que nous faisons à la Maison Familiale Rurale Beni Snassen, en proposant à des jeunes qui vivent en milieu rural et travaillent déjà dans le secteur agricole, de suivre des cursus de formation de plusieurs semaines. Ces cours se déroulent au sein de notre structure, dans un cadre de vie qui favorise un suivi personnalisé des étudiants, l'objectif principal étant qu'ils se perfectionnent dans leur activité professionnelle, voire apprennent un tout nouveau métier.

Au Maroc, une dizaine de Maisons Familiales Rurales (MFR) respectent le modèle de celle que nous avons créée. En plus de la nôtre, située en zone montagneuse, on en compte quatre dans la Région du Souss Massa, les autres étant à Mechra Belksiri, Settât, Figuig, Khouribga, Khenifra et Berkane ; la première a été créée en milieu rural en 2002. A ce jour, les MFR marocaines ont formé, sans aucun frais pour les bénéficiaires, 8 000 jeunes issus du monde rural. Nos prestations sont gratuites, notamment parce que nous nous adressons à des populations fragilisées aux moyens de subsistance très limités.

Les MFR marocaines travaillent de manière coordonnée dans le cadre d'un réseau national : l'«Union des Maisons familiales rurales». J'ai l'honneur d'être le Vice-président de ce réseau. Notre collectif milite pour un développement croissant du nombre de ces structures, en particulier dans les localités peu équipées du Maroc profond. Dans l'Oriental, nous voulons ouvrir dans les années qui viennent, avec l'appui de l'Agence de l'Oriental et du Conseil Régional, huit nouveaux établissements de ce genre...

Les jeunes déscolarisés en marche vers une autonomie constructive

Notre association, Famille Rurale Beni Snassen, a été créée en 2010. Elle milite pour un projet social situé au cœur des chantiers nationaux, notre action consistant notamment à lutter contre la déscolarisation, l'exode rural, l'émigration clandestine et l'extrémisme. Notre organisation, à but non lucratif, s'est donnée pour mission première la gestion de notre centre autonome de formation par alternance : la Maison Familiale Rurale Beni Snassen. Elle est ouverte aux jeunes des territoires environnants âgés de 15 à 35 ans.

Nous y avons formé au total 400 filles et garçons. Conformément au concept des E2C, nous donnons «une deuxième chance» aux jeunes, en tenant compte des réalités socio-économiques du milieu rural où ils vivent depuis toujours. Nous sommes installés à une trentaine de kilomètres de Berkane, sur la Commune de Rislane, où la plupart des habitants vivent de l'agriculture. Ici, l'abandon scolaire est une triste réalité contre laquelle nous nous mobilisons au quotidien. Nous avons décidé d'agir concrètement en mettant en place des formations ponctuelles, toujours liées aux réalités du terrain.

Celles et ceux que nous accueillons ont un point commun : s'ils ont quitté l'école trop tôt, sans jamais y retourner, c'était pour aider leur famille en faisant des travaux agricoles. Il s'agit donc de jeunes actifs, qui ont déjà un savoir-faire, voire un métier, mais pas toujours les qualifications suffisantes pour évoluer et envisager leur vie professionnelle comme une carrière. Ceci détermine nos contenus pédagogiques. Pour être en mesure de développer nos programmes et de dispenser du savoir utile à ces jeunes travailleurs ruraux, nous tenons compte de toutes leurs particularités.



Un complexe écologique et social construit en matériaux locaux

Celles-ci comportent leur environnement, leur parcours - notamment leur scolarité, souvent suspendue depuis de nombreuses années - et leur expérience professionnelle, le plus souvent acquise au sein de la petite unité agricole familiale, sans aucune formation académique. Notre objectif principal est de leur permettre de construire ce que j'appellerais ici «une autonomie constructive vis-à-vis de leurs parents». En d'autres termes, nous leur donnons les moyens de se construire un avenir sans qu'ils dépendent entièrement de leur famille. Il s'agit de les former en tenant compte des qualifications acquises en travaillant avec leurs parents.

La proximité

Pour être en mesure d'accueillir ces jeunes dans des conditions adaptées à leurs besoins, nous avons choisi d'aménager un centre à taille humaine. C'est aussi ce qui nous permet de faire, au quotidien et sur plusieurs semaines, un suivi individualisé de ces jeunes en formation. L'idée est que celles et ceux qui fréquentent notre Maison Familiale Rurale puissent acquérir des connaissances pratiques en évoluant dans un climat éducatif familial.

Dans «Maison familiale rurale», il y a «Maison», et cela n'a rien d'anodin. S'il s'agit bien d'établissements scolaires, mais ce sont aussi des lieux de vie, où l'on apprend tout à la fois à se connaître et à mieux connaître les autres. C'est pourquoi les jeunes vivent tous ensemble, notre structure étant équipée d'un internat, d'une cantine et de classes. Nous avons aussi une salle multidisciplinaire de sports, équipée par l'Agence de l'Oriental. Et, comme pour nos formations, l'accès à ces équipements est entièrement gratuit.

Pour réussir le défi de réaliser une école de la deuxième chance efficace en termes de résultats, nous travaillons à répondre au mieux aux besoins réels de ceux que nous formons. C'est pourquoi nous sommes à leur écoute dès notre première rencontre. Nous organisons d'ailleurs des journées de sensibilisation qui nous permettent, dans un même temps, de mieux les connaître,



Des installations sportives de qualité, notamment ce terrain multidisciplinaire

mais aussi de les informer sur nos activités. Dès les premiers échanges avec eux, nous leur demandons ce qu'ils souhaitent faire plus tard. À la lumière de leurs réponses, nous organisons des formations sur mesure, totalement adaptées à leurs réalités quotidiennes et à leurs ambitions.

Si nous allons en prospection dans des territoires où l'on vit de l'élevage, nous allons proposer un programme de perfectionnement aux jeunes éleveurs d'ovins et de caprins. Il s'agit pour nous d'améliorer leur savoir-faire pour qu'ils puissent mieux gérer leur bétail et tirer plus de bénéfices de leur travail. De même, s'il s'agit de jeunes travaillant dans l'arboriculture, ils seront formés à des techniques en rapport avec cette filière, très développée dans nos contrées. Ainsi, nous avons travaillé ces dernières années sur le caroubier, l'amandier et l'apiculture, car nous sommes très confiants dans l'avenir des produits issus de nos terroirs.

La MFR Beni Snassen, acteur de la modernité économique et sociale

Notre action ne se limite pas à renforcer leurs connaissances dans une activité professionnelle qu'ils pratiquent déjà. Nous formons aussi à la gestion des petites entreprises agricoles, qui est souvent une découverte pour nos étudiants. Ils suivent des cours d'informa-

tique et se perfectionnent en arabe et en français. Nous avons aussi accompagné des jeunes qui souhaitent se lancer dans une nouvelle activité et nous avons multiplié, par exemple, les formations en apiculture, très demandées par les jeunes ruraux de l'Oriental.

A la MFR Beni Snassen, nous croyons beaucoup au développement de l'agritourisme dans nos territoires, qui a un fort potentiel pour préserver la beauté des paysages et élever de qualité des produits du terroir à forte valeur ajoutée. C'est pourquoi nous mettons en place dès maintenant des outils qui permettront à ces jeunes de bénéficier du développement touristique futur de leur territoire.

Nos formateurs sont des techniciens et des professionnels du secteur enseignant des matières techniques. Nous avons pour cela signé une convention avec le Département de l'Agriculture, qui nous fournit des vacataires venus des écoles du Ministère, connues pour leurs bons résultats. En appui à cette équipe pédagogique expérimentée, nous accueillons de nombreux bénévoles (des sociologues, des psychologues...) qui contribuent à l'épanouissement des jeunes. Notre MFR compte cinq salariés (directeur, permanent cuisinier, chauffeur et responsable du complexe sportif). Tout cela nécessite un budget conséquent entièrement construit à partir de dons et de subventions.

> Focus

Le coût de ces formations, incluant l'internat et la cantine, avoisine 10 000 Dirhams par personne formée. C'est une donnée commune à toutes les MFR au Maroc. À la MFR Beni Snassen, nous bénéficions d'une subvention du Département de la Formation professionnelle, de 4 500 Dirhams par jeune. Pour boucler notre budget et réunir les fonds qui nous manquent, nous développons donc des partenariats avec divers organismes, dont des instances d'élus locaux, comme la Commune rurale, le Conseil provincial et le Conseil régional, mais aussi des associations très actives comme «Les amis de Beni Sassen en Allemagne», présidée par Abdeltif Akrouch, et «Noor», fondée et animée par notre grand champion Abdellatif Bennazi.

L'insertion des jeunes

À l'heure actuelle, au plan des résultats, nous sommes tout à fait satisfaits : le taux d'insertion des jeunes formés atteint 90%. Certains d'entre eux restent dans la structure familiale et montent des projets d'amélioration du rendement de la petite unité agricole. D'autres choisissent de quitter leur foyer pour aller travailler dans de grandes exploitations.

Ils obtiennent un statut de main d'œuvre qualifiée et une meilleure rémunération. À l'avenir, nous voulons développer le préscolaire, pour agir en amont, de manière à lutter de manière plus efficace contre l'abandon scolaire. Nous allons aussi diversifier, plus encore, nos formations ; notre priorité est d'orienter ces jeunes vers l'agritourisme et la valorisation des produits des terroirs.

Nous voulons aussi créer des «smart-douars», dans l'esprit où nous voulons mettre en valeur notre potentiel régional en matière de création, d'innovation et d'intelligence collective.

Une autre de nos ambitions est de former rapidement une relève d'encadrants en mesure de poursuivre le défi que nous nous sommes fixés depuis la création de la MFR Beni Snassen, dans le cadre de notre véritable projet intégré. Car - nous ne l'oublions jamais au sein de notre équipe - notre volonté reste, et restera, d'axer notre activité, avant toute autre chose, autour du développement humain.

Elle bénéficie depuis l'origine de l'accompagnement de l'Agence de l'Oriental. Elle pilote cette dynamique de développement social local et œuvre à intégrer des jeunes ruraux par l'emploi ou l'auto-emploi, notamment les exclus

de la formation professionnelle (souvent pour cause d'éloignement) ou en échec scolaire. Son Président, Mohamed Qadiri, souligne que «former les jeunes du monde rural et créer des emplois retiendra ici les forces vives locales». Sorte d'école de la deuxième chance, elle propose une mise à niveau scolaire et des formations en arboriculture, maraîchage, élevage, mécanique agricole et même aux métiers du tourisme (accueil, service, restauration). Après neuf mois de formation, une attestation officialise le nouveau bagage académique pour postuler à l'emploi. «Ce sésame a permis à de nombreux jeunes, jusque-là sans visibilité professionnelle, de retrouver confiance en eux et d'être maîtres de leur avenir», note Mohamed Qadiri. De nombreux lauréats, ont monté de petits projets à forte valeur ajoutée autour de produits de terroir. Des démarches professionnelles valorisent et commercialisent ces produits. Les nouvelles technologies et les réseaux sociaux promeuvent les spécialités locales et les coopératives livrent partout au Maroc ! Une école maternelle accueille les enfants des douars proches. Le transport et la restauration sont pris en charge par la Délégation Régionale de l'Education et la Province.

UNE RÉALISATION ÉCOTOURISTIQUE EXEMPLAIRE À TAFOUGHALT

Les Beni Snassen recèlent des paysages exceptionnels, dont les sentiers font le bonheur des randonneurs.

Pour se loger, l'offre est large : gîtes, auberges ou chez l'habitant car ici l'étranger est bienvenu et on s'honore de lui faire découvrir les spécialités du terroir, l'artisanat local et la beauté des sites. Des projets visent à perpétuer ce patrimoine et préserver la biodiversité.

L'un d'eux, écotouristique, est proche de la Maison Familiale Rurale Beni Snassen. Il relève de l'Agence Nationale des Eaux et Forêts et appartient au volet «Valorisation écotouristique du SIBE des Beni Snassen» de la stratégie «Forêts du Maroc». Son importance environnementale est grande. Sur 2,5 hectares, il abrite 13 petits chalets, des dômes, un café, un restaurant, ainsi qu'un kiosque de vente de produits du terroir. Une aire de jeux pour enfants, un terrain et une salle de sports, un espace pour le VTT et un parking complètent l'offre.

La Maison Familiale Rurale de Tafoughalt valorise les matériaux modernes respectueux de l'environnement. Ce projet revêt une forte dimension sociale, sensibilise aux enjeux environnementaux, promeut les activités ludiques et sportives et diversifie les revenus de la population ; vingt emplois directs et trente indirects ont été créés.

Encadré de la rédaction



Des jeunes en salle de formation à la MFR



Des jeunes apprenant les métiers agricoles



ASTICUDE, avec, par et pour les jeunes

Souad BOUBNANE, Coordinatrice de projet
Association «Thissaghna pour la Culture et le Développement»

La jeunesse est un groupe prioritaire pour l'association ASTICUDE. Reconnaissant leur créativité, leur innovation et leur capacité à faire changer le monde, l'association considère depuis sa création que les jeunes sont des acteurs, des leaders et des partenaires essentiels. L'auteure est une militante active de l'association depuis 2010 ; jeune mais déjà expérimentée à différents postes, elle en connaît les principes et les modes d'action. Elle est donc en situation de présenter avec pertinence les principaux projets qui les concernent.

L'Association Thissaghna pour la Culture et le Développement (couramment abrégée en ASTICUDE) a choisi de s'inscrire dans une dynamique visant la construction d'une société démocratique par la consolidation du rôle des jeunes, en tant qu'acteurs de changement, dans la promotion des droits de l'homme tels qu'ils sont définis dans les chartes internationales, en renforçant leurs propres capacités d'intervention.

Bientôt 25 ans de mobilisation... de la jeunesse en particulier !

Créée en 1999 à l'initiative de jeunes diplômés, ASTICUDE s'est engagée depuis sa constitution à accompagner les jeunes dans la lutte contre les inégalités, à contribuer au développement durable et à construire une société démocratique.

Grâce à un parcours viable et responsable, ASTICUDE a pu mobiliser de nombreux partenariats à différentes



échelles - locale, régionale, nationale et internationale - tout en positionnant les composantes majeures de son programme : Genre, Migration et Jeunesse notamment, au cœur de sa stratégie.

Depuis près d'un quart de siècle, l'association a travaillé avec des milliers de jeunes en établissant et en soutenant des initiatives et des réseaux menés par des jeunes, en renforçant leurs capacités, en favorisant leur production de connaissances et en créant des espaces de dialogue entre les jeunes, les décideurs politiques et d'autres partenaires.

Elle engage également les jeunes activement et de manière significative dans ses programmes et projets dans tous ses domaines de compétence, de la conception à la mise en œuvre en passant par le suivi.

Les jeunes incarnent l'espoir de solutions meilleures, innovantes et plus efficaces face aux défis de l'égalité des droits, de la liberté et de la participation ! ASTICUDE travaille activement pour s'assurer que leurs voix soient entendues et met en œuvre des projets intégrés autour de l'engagement citoyen, de l'écoute et du partage, présentés sous la forme d'un plan d'action visant la mobilisation et l'implication des jeunes. Les trois projets présentés ci-après illustrent cette démarche et notre philosophie de l'action.

Le projet SMA3LI, promouvoir l'engagement citoyen des jeunes

Il concerne la jeunesse des villes de Nador et Segangane.

> Focus

Il offre une plate-forme pour engager de manière significative les jeunes et renforcer leur rôle, leur implication et leur participation dans la prise de décision à différents niveaux. Des actions encouragent et impliquent davantage les jeunes et les parties prenantes travaillant pour et avec la jeunesse afin de mettre en œuvre plus efficacement leurs programmes liés à la jeunesse, avec une déclinaison sur les instances de la démocratie participative dans les villes de Nador et Segangan, en particulier ces deux collectivités territoriales.

Le projet Jeunes Initiateurs 1,2 et 3

Il a pour objectif d'initier les jeunes à devenir des acteurs du changement. Pour cela, il propose des actions pour aider les jeunes à s'insérer dans la vie active et associative, par le développement de leurs compétences et l'engagement citoyen en partenariat avec les différents intervenants dans le développement de leur territoire. Il comporte également des actions pour plaider en faveur de populations vulnérables, tout en élargissant le débat autour de la démocratie citoyenne et la responsabilisation des jeunes.

Le projet Shababuna

Il cherche à renforcer les capacités des autorités locales et régionales afin de promouvoir la sensibilisation et l'information des jeunes de l'Oriental sur les risques et les alternatives légales à la migration irrégulière ainsi que sur les opportunités existantes dans la Région. Il cible les jeunes des Provinces de Driouch et Nador ainsi que la Préfecture d'Oujda-Angad afin de les sensibiliser et de les informer sur les risques de la migration irrégulière ; sur les alternatives juridiques pour une migration régulière et sûre, ainsi que sur les opportunités existantes disponibles dans leurs régions comme alternative à la migration.

**«Seul on peut aller plus vite,
ensemble on va plus loin»**

Cette formule résume la stratégie de l'association ASTICUDE.

Le projet SMA3LI distingué en 2022

Pour la quatrième édition de son Prix de la Société Civile, le Ministère Délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé des Relations avec le Parlement, a choisi de valoriser des initiatives innovantes pour l'année 2022. ASTICUDE fait partie des cinq associations lauréates pour son projet SMA3LI visant à contribuer à la création d'un environnement propice à l'activation et à la promotion de la participation citoyenne des jeunes à Nador. Elle a été récompensée le 22 décembre 2022 à Rabat. Dans la catégorie des associations et ONG nationales, ASTICUDE a remporté le deuxième prix.



ASTICUDE reçoit le Prix Pont del Mediterrani 2022

La dixième édition de la Mostra Viva del Mediterrani, co-organisée par la Fundació Assemblea de Ciutadans i Ciutadans del Mediterrani, tenue le 04 novembre 2022 (Valencia-Espagne) a décerné le prix Pont del Mediterrani à l'association ASTICUDE pour sa contribution à promouvoir le dialogue et la compréhension entre les cultures des peuples méditerranéens. Ce prix reconnaît et honore l'engagement des associations et individus en faveur des valeurs de respect et d'interculturalisme en Méditerranée. Il récompense l'activisme en faveur de la conquête socioculturelle et de la reconnaissance universelle des cultures voisines.





Trois grands projets mis en œuvre par ASTICUDE : de haut en bas, SMA3LI, JEUNES INITIATEURS 1, 2 et 3, puis SHABABUNA

Elle reconnaît que les personnes elles-mêmes sont la ressource la plus importante de leur propre développement et que celui-ci ne peut être durable que si elles s'impliquent dans le processus et se l'approprient. Cette stratégie établit que le volontariat est au cœur du renforcement des communautés.

En outre, le volontariat contribue au développement humain durable. Ainsi, il peut jouer un rôle crucial dans l'enracinement des valeurs humaines de participation, de solidarité, de citoyenneté positive, de répartition des richesses et de luttes pour la vie chez les jeunes.

Cet axe dédié à la jeunesse et au volontariat a émergé à partir de raisons et de faits qui parlent d'eux-mêmes, comme l'importance de la valorisation et l'encouragement - voire la promotion - de l'esprit de volontariat et de travail associatif chez les jeunes.

Il s'agit d'inciter davantage nos jeunes à travailler sur la possibilité d'intégrer le volontariat comme composante intégrante à la culture marocaine et de soutenir l'idée de faire du travail bénévole un mode de vie dans un monde où «l'argent continue de ne pas avoir de cœur».

Par et pour les jeunes, ASTICUDE est omniprésente à tous les niveaux - régional, national, international - à de grands rendez-vous de partenariats en direction d'une jeunesse motivée et responsable. Les projets évoqués ci-après s'inscrivent dans cette volonté.

Le projet CB4VOL, au-delà des frontières

Il s'agit de conforter le bénévolat des jeunes pour lutter pour l'égalité des sexes et l'inclusion sociale, dans le but de renforcer la capacité des organisations, constituées en consortium, à développer le volontariat au niveau local. Ces organisations encouragent la participation des jeunes dans leurs communautés locales, afin d'améliorer la prise de conscience et les connaissances en matière d'égalité des sexes et d'inclusion. Ce projet cible les jeunes, surtout les jeunes femmes issues de milieux vulnérables dans les zones urbaines et semi-urbaines de Nador.

> Focus

Ces jeunes deviendront des volontaires locaux et ils ne travailleront pas seulement ensemble au niveau de la communauté : ils s'engageront aussi dans des échanges (en ligne et en présentiel) avec des jeunes de l'Union Européenne.

Le projet VIVE

De son intitulé complet «Vive la durabilité des actions de jeunesse», le projet s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités de la jeunesse. Son objectif principal est de doter les structures participantes (OSC partenaires du projet), notamment au Maroc, de méthodes et outils pédagogiques, afin de renforcer leurs compétences et ainsi mieux répondre aux besoins des jeunes. Il s'agit de faire face aux défis actuels par le biais d'ateliers de formation, comme «Eco-responsabilité et dématérialisation dans le travail avec les jeunes : un pas en avant vers un digitalisation responsable». Grâce à ses résultats, le projet répond à des objectifs spécifiques : autonomisation, engagement et employabilité des jeunes, environnement et climat, compétences digitales et entrepreneuriales. VIVE produit des outils pédagogiques innovants qui ont pris la forme de six vidéos et quatre brochures (en anglais, en français, en italien et en arabe) pour optimiser leur accessibilité et promouvoir le multilinguisme. Parallèlement, quatre formations sont délivrées auprès de 30 travailleurs de jeunesse. Pour évaluer et tester ces outils, des jeunes volontaires sont déployés au Maroc. ASTICUDE exécute également des projets qui rentrent dans le cadre de la promotion de l'accès des jeunes aux droits économiques, sociaux et culturels.

Le programme «École de la deuxième chance - nouvelle génération»

Depuis 2018, ce programme intervient pour répondre aux défis qu'affrontent les jeunes en termes d'insertion professionnelle et constitue une deuxième chance pour tous, par l'adoption d'un système scolaire flexible, équitable et juste.

Elle assure une égalité entre les sexes et s'adapte aux besoins de tous les jeunes en offrant un enseignement de base, un renforcement des compétences de vie, une formation professionnelle dans de nombreux métiers (coiffure et esthétique, informatique, électricité de bâtiment, éducation en préscolaire...) accompagnée de la découverte du marché de l'emploi et du monde de l'entreprise, ou encore d'un appui psychologique.

620 jeunes ont bénéficié de ce programme via deux Centres gérés par ASTICUDE - le Centre Imam Malik de Nador (depuis 2018) et le Centre Taha Hossein de Zegangan (depuis 2021).

Le projet «Machrouï»

Il promeut l'autonomisation socio-économique des jeunes filles et femmes de la Commune de Nador. Son objectif spécifique est de contribuer à l'amélioration des compétences personnelles et professionnelles des jeunes vers une insertion à l'emploi. Ce projet a pour but l'accompagnement et l'appui aux jeunes en situation de vulnérabilité et d'exclusion sociale vers leurs accès à la formation professionnelle et vers leur intégration au marché du travail par l'insertion dans l'emploi. Ce projet compte aussi de nombreuses activités de sensibilisation dont, à titre indicatif :

- la célébration de la journée mondiale des compétences des jeunes, en mettant l'accent sur l'importance de la

transmission aux jeunes des compétences à l'emploi, à l'obtention d'un travail digne, un rappel que tous les acteurs du secteur doivent se mobiliser pour des programmes adaptés aux conditions des jeunes ;

- l'organisation d'une course solidaire de 1 000 mètres, le dimanche 16 juillet 2023 à Nador à l'initiative de ASTICUDE, afin de promouvoir l'employabilité des jeunes en situation de vulnérabilité, dont l'objectif est de mobiliser la force du sport à des fins de cohésion sociale, d'éducation et d'employabilité des jeunes vulnérables, qui vient soutenir les efforts multiples de l'association en termes de promotion de l'employabilité par le sport ; l'épreuve a rassemblé des jeunes, des décideurs, des acteurs de la société civile, des représentants de la communauté éducative, des collectivités territoriales et l'Instance de l'équité, de l'égalité des chances et de l'approche genre auprès du Conseil Provincial de Nador, outre des bénéficiaires des programmes d'insertion des jeunes en situation de vulnérabilité.

En résumé

En misant sur une jeunesse dévouée au travail associatif, ASTICUDE a pu capitaliser sur une génération consciente des enjeux de développement durable et responsable ; ainsi, l'association a pu représenter le Royaume dignement lors de nombreuses rencontres nationales et internationales.



Remise des coupes aux vainqueurs de la course du projet Machraoui



Renforcement entrepreneurial des jeunes & valorisation des produits locaux dans l'Oriental

Professeur El Kebir HANNOU
Directeur du Pôle Développement Local
Agence de l'Oriental

La coopération belgo-marocaine est fertile dans la Région de l'Oriental. Fruits des travaux d'une commission mixte qui cible prioritairement les jeunes et les femmes, plusieurs projets proches des réalités locales vont faire fructifier l'artisanat et les produits des terroirs. Ces actions ouvrent de nouvelles perspectives en matière d'emplois et d'ambitions, y compris celle de la création de richesses. Déjà s'esquisse la fertilisation croisée des savoir-faire des partenaires. Jerada sera l'une des cibles prioritaires des actions. L'auteur vit au contact de ces réalités nouvelles et les restitue ici.

Une coopération belgo-marocaine novatrice

L'encouragement de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes a constitué un axe majeur de la stratégie de l'Agence de l'Oriental depuis sa création. En 2023, la mise en œuvre de cette stratégie a été renforcée par une coopération belge pour mener des actions de dynamisation et d'innovation dans les secteurs de l'artisanat local et des produits de terroir au sein de toutes les différentes composantes territoriales de la Région.

A cet effet, trois projets ont été validés par la commission mixte Maroc / Wallonie-Bruxelles, réunie en mai 2023 au siège du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger. Ce partenariat vise principalement l'implication des associations de l'Oriental et des «asbl» (associations à but non lucratif de type ONG) belges.

Il s'agit d'encadrer, avec l'appui technique et financier de l'Agence de l'Oriental et des experts belges, des jeunes et des femmes des milieux urbains et ruraux de l'Oriental marocain.

Le renforcement entrepreneurial des jeunes de Jerada

Cette action est pilotée par l'asbl belge Creative District et l'association Issaf.



La délégation venue de Belgique est reçue par ses partenaires marocains

> Focus

Jerada pour soutenir l'entrepreneuriat des jeunes jéradiens dans les industries créatives et culturelles.

En y implantant des projets de cette nature, à fortes valeurs sociétales et d'ancrage local, elle redynamise des espaces vacants, qui sont nombreux dans les friches industrielles minières de Jerada.

Creative District accorde une grande importance à la conception, la mise en œuvre de processus d'accompagnement et de suivi de projets visant à transformer les espaces publics. Elle contribue également à la réaffectation de friches industrielles en y créant des hubs créatifs et d'innovation sociale, ou encore des incubateurs pour les jeunes entrepreneurs des industries créatives et culturelles.

des environnements uniques et inspirants. Grâce son approche stratégique, Creative District transforme les défis liés à la reconversion d'espaces en opportunités florissantes pour les industries créatives.

Elle croit en la puissance transformative de la créativité pour façonner un avenir durable et dynamique. Son engagement pour l'excellence et l'innovation positionne Creative District en leader du secteur, prêt à relever les défis les plus exigeants et à créer des espaces qui captivent et stimulent l'imagination. Cet engagement n'est pas limité à l'expertise dans la transformation d'espaces : il s'étend à des initiatives sociales significatives. L'asbl participe activement au renforcement entrepreneurial des jeunes de la Province de Jerada.

Conçus en collaboration avec des partenaires locaux, des experts internationaux et des acteurs-clés du développement, des programmes d'accompagnement sur mesure soutiennent la création d'entreprises durables.

En conjuguant ses forces à celles de la communauté locale, l'asbl Creative District propose de créer des opportunités économiques tangibles tout en stimulant la créativité et l'innovation au sein de la jeunesse de Jerada, convaincue que ce projet contribuera à façonner un avenir prometteur pour ce territoire. Elle renforce ainsi son engagement en matière de responsabilité sociale et culturelle.

Valorisation du tissage et modernisation des produits des terroirs

Cette action a démarré à Figuig, Bouarfa et Oujda. Elle vise le renforcement des capacités des professionnels de terrain dans les domaines de l'entrepreneuriat, de la formation professionnelle et de la cohésion sociale par la formation qualifiante comme vecteur d'inclusion, de création d'emplois et d'activités génératrices de revenus, y compris pour stimuler l'économie sociale et solidaire.

Ce projet est piloté par l'asbl Maak & Transmettre qui constitue un collectif, studio de création et lieu d'échange des savoirs.

Elle a mandaté trois expertes que leur passion commune pour les objets et les matériaux a poussé à lancer leur propre activité. Leurs expertises complémentaires (design textile, design industriel ou ébénisterie) apportent aux femmes une complémentarité riche. Ces «designeuses» textiles et industrielles détournent la pratique du «tuft» (technique de piquage de fils à travers un canevas pour la fabrication de tapis) et développent de nouvelles applications sur d'autres produits.

La pratique du collectif oscille entre art et design, en plus d'activités pédagogiques auprès de publics variés. L'engagement social de cette asbl est une partie importante de son activité, qui débouche sur des collaborations avec des artisan(e)s.



Une partie des imposantes friches industrielles minières de Jerada

Le contexte de l'intervention de Jerada

L'expertise de Creative District réside dans la création d'écosystèmes créatifs dynamiques qui apporte une valeur ajoutée significative aux communautés locales. Elle met en œuvre l'accompagnement, la formation et la création de programmes spécifiques pour mettre en place ces hubs ou incubateurs. L'asbl travaille à catalyser l'innovation, en étroite collaboration avec les destinataires des projets, pour développer

Elle croit fermement que l'accès à l'entrepreneuriat peut être un catalyseur de développement économique et social. Le projet de renforcement entrepreneurial vise à fournir aux jeunes de Jerada les outils, les ressources et les compétences nécessaires pour créer et développer leurs propres entreprises dans les industries créatives et culturelles. Ils pourront aussi s'appuyer sur la création du Parc Muséologique Minier et sur la plate-forme des jeunes qui leur propose déjà aujourd'hui un lieu d'échange, de rencontre de formation.

C'est le cas notamment avec des associations de quartiers ou de douars, voire sous forme de conférences organisées autour de la place des femmes dans le design. Ces échanges autour de la transmission viennent nourrir la production.

Pour ce trio, l'onirisme est au cœur du concept de la collection. Les mots (donc l'écriture) sont aussi des outils mobilisés pour exprimer les envies de création, pensées comme des histoires liées à des souvenirs et des sensations vécues.

On pourrait parler d'un design intuitif donnant naissance à des objets du quotidien aux accents poétiques : blousa oujdia, burnous, évoquant une lumière crépusculaire, ou encore un tapis-paroi percé d'une fenêtre...

Les limites entre design d'intérieur et scénographie sont ainsi troublées. De fait, les objets «tuftés» ont une ampleur telle qu'ils deviennent théâtraux et appellent l'utilisateur/spectateur à venir les contempler, par exemple en s'allongeant dans ces installations architecturées. Une forme de spleen se dégage et appelle à la rêverie.

Renforcement des compétences des formateurs et création d'un laboratoire en chocolaterie et confiserie

Le développement des activités touristiques des stations balnéaires de Saïdia et Marchica, ainsi que l'évolution du niveau de vies des populations de la Région ont favorisé la consommation des produits chocolatiers et des confiseries. Le projet entend bénéficier des expériences belges dans la production du chocolat.

Il a été conçu par l'Agence de l'Oriental et la COCOF (Commission Communautaire Française) de la Région Bruxelles Capitale, qui a mobilisé son Centre de Technologies avancées, pour apporter un appui méthodologique et pédagogique au renforcement des cursus de formation du secteur Tourisme-Hôtellerie-Restaurant, un renforcement en compétences pointues dans les domaines de la chocolaterie et de la confiserie.



La délégation belge s'est rendu à Fiquig et Oujda auprès des femmes artisanes qui ont montré leurs savoir-faire



Tissage et passementerie ont fait l'objet de patients échanges

Le projet vise également la mise en place d'un laboratoire de technologies avancées dans ce domaine, afin de mettre à la disposition des profes-

sionnels du secteur une main-d'œuvre qualifiée pour les accompagner dans le développement de la qualité des produits chocolatiers, mais aussi d'encou-

ager l'entrepreneuriat innovant dans ces domaines, ainsi que l'autonomie économique des artisans - plus spécifiquement s'il s'agit de femmes - grâce à la création de nouveaux produits chocolatiers.

Au sein de la Cité des Métiers et des Compétences récemment créée à Nador par l'OFPPPT sont délivrées des formations diplômantes de Technicien en Pâtisserie / Chocolaterie et de Chocolatier / Confiseur, avec des stages en entreprise, qui peuvent notamment se dérouler en Belgique.

Le renforcement des cursus de ces formations mettra des outils pédagogiques et méthodologiques à disposition des formateurs. Les ateliers du pôle Tourisme-Hôtellerie-Restauration de la Cité des Métiers et des Compétences seront également enrichis en équipements de pointe permettant de former les stagiaires de l'OFPPPT et de perfectionner les artisans et les travailleurs déjà établis dans la chocolaterie et la confiserie.

Les résultats attendus peuvent se résumer ainsi :

- développement de la qualité des dispositifs de formation qualifiante et diplômante en chocolaterie et confiserie mis en œuvre par l'OFPPPT, qui prend en compte les potentialités de la croissance du marché des produits chocolatiers dans l'Oriental ;
- appui au développement de modules de formation et de perfectionnement technique en chocolaterie et confiserie destinés aux formateurs de l'OFPPPT (techniques de base, création de produits originaux de chocolaterie, techniques pour élaborer des produits complexes) ;
- appui à la création de modules de formation continue à destination des artisans chocolatiers (accessibles en ligne, en visioconférence, en présentiel, au sein du laboratoire...) ;
- accompagnement de la mise en œuvre de la formation en alternance de futurs artisans ;
- appui à la création d'un réseau de patrons artisans chocolatiers formés à accueillir des apprenants en stage professionnel ;
- appui à la création d'un réseau de patrons.



L'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda conduit aussi à la création d'entreprises innovantes

Professeur Yassine ZAGHLOUL,
Président de l'UMP

L'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda (UMP) comporte 8 établissements (3 Écoles, 5 Facultés) répartis entre Oujda et Nador. Créée en 1978, elle fait depuis des années du rapprochement avec son environnement socio-économique une priorité, traduite notamment par son soutien et son accompagnement envers les jeunes innovateurs porteurs de projets d'entreprise. Des structures légères et dynamiques ont été créées pour cela autour de Programmes et d'initiatives parfaitement adaptées à la préparation vers l'entrepreneuriat, souvent dans le cadre de partenariats avec des acteurs très motivés.

Les jeunes, de l'Université à l'entreprise : le Programme P2E

Ce Programme encourage les étudiants de l'Université en fin de cursus, toutes filières confondues, à l'entrepreneuriat. Il favorise l'incubation de projets et valorise la créativité et l'innovation. Le programme P2E de l'UMP, en partenariat avec le Conseil Régional de l'Oriental, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc et la Wilaya de l'Oriental, accompagne les porteurs de projets de l'idée à l'entreprise, ainsi que leur formation dans leur parcours d'entrepreneurs. Les domaines privilégiés traduisent les priorités du développement régional durable :

- le numérique et l'intelligence artificielle (IA) ;
- les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ;
- les systèmes automatisés ;

- l'eau et l'environnement ;
 - les industries alimentaires.
- Pour ce Programme, l'UMP a mobi-

lisé quatre professeurs formateurs pour coacher et accompagner les jeunes porteurs de projets.



L'un des halls de l'Université Mohammed 1^{er}



Deux administrateurs sont chargés du suivi des dossiers retenus et ce jusqu'à la réalisation du projet d'entreprise.

Une plateforme d'orientation, d'accompagnement et de développement des compétences

Le Plan d'accélération de la transformation de l'écosystème de l'enseignement supérieur, dit «Pacte ESRI-2030» repose sur quatre piliers - l'excellence académique, la recherche scientifique, l'innovation, l'excellence opérationnelle - et mobilise des doctorants-moniteurs recrutés parmi les meilleurs talents, focalisés sur des domaines de souveraineté (sécurité sanitaire, alimentaire, hydrique, énergétique, numérique...). Cette transformation profonde s'appuie sur les Hautes Orientations Royales, les priorités gouvernementales, le Nouveau Modèle de Développement et la vision 2015-2030 portée par la Loi-cadre 52-17. Inspirée du Pacte, l'Université a créé une plateforme d'orientation, d'accompagnement et de développement des compétences professionnelles pour intervenir dans la formation des jeunes. Cet outil est destiné à contribuer à l'employabilité en stimulant l'esprit d'initiative et le goût pour la création de l'emploi.

La Cité de l'Innovation, un fleuron

A travers la Cité de l'Innovation, l'Université entend mettre en valeur son potentiel académique, scientifique et technologique et le développement des compétences et des connaissances axées sur l'innovation et les technologies de l'information. D'une manière plus large, l'UMP a l'ambition de contribuer à la mutation de notre collectivité régionale vers une société de la connaissance et de l'innovation. De cette manière, l'UMP, compte s'inscrire de plain-pied dans la transformation de notre système d'enseignement supérieur tel que le «Pacte ESRI-2030» entend le mettre en place. Tous les projets retenus ont l'innovation comme point commun, quel que soit leur domaine.

Les jeunes innovent au cœur de l'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda

On peut en donner quelques exemples particulièrement significatifs. Ainsi, «**B-EYE Technologies**» est une innovation majeure dans le soutien apporté à la mobilité des personnes non-voyantes. Ce système leur offre la possibilité de se déplacer sans crainte de se

heurter à des obstacles car il permet de reconnaître la présence de personnes et d'objets dans leur environnement proche.

«**Application Job Etudiant**» est comme son nom l'indique une application destinée à faciliter la recherche d'un emploi compatible avec les études supérieures.

La Maison de l'Intelligence Artificielle (MIA), sur le Campus du Savoir de l'Université, porte des projets qui associent l'IA à la résolution de problématiques devenues de vie quotidienne, comme certaines conséquences des changements climatiques.

Ainsi, le projet «**Smart Water Campus**» illustre l'apport de l'IA à la gestion des ressources en eaux conventionnelles (eaux souterraines, eaux pluviales et eaux potables du réseau) et non conventionnelles (eaux usées) ; il est l'une des réponses, parmi les plus utiles, à la rareté récurrente des ressources hydriques qui menace notamment l'agriculture, en particulier dans l'Oriental. Tous les projets lancés et suivis à l'Université sont réalisables. Ils montrent que l'innovation est un cheval de bataille tout autant pour ceux qui la portent que pour l'institution qui l'abrite et y prend sa pleine part aux côtés des innovateurs.



LES JEUNES ÉTUDIANTS D'AFRIQUE S'ORGANISENT ET SE FONT CONNAÎTRE À OUJDA

*Cheikh Kaire NDIAYE,
Secrétaire Général du CETASSO*

L'auteur est Secrétaire Général de l'Association, étudiant en Master spécialisé de l'Université Mohammed 1^{er} d'Oujda. Actif et soucieux de ses membres, de leur projet de vie comme de leur quotidien, le CETASSO se préoccupe aussi de son environnement d'accueil, notamment de la qualité des relations avec la population. Si la Région a une longue histoire de liens tissés avec le Sud du Sahara, enrichir et actualiser les connaissances réciproques grâce à la jeunesse d'Afrique reste un impératif.

Le CETASSO (Cercle des Étudiants africains du Sud-Sahara à Oujda) existe depuis plus d'une trentaine d'années et la profondeur du temps montre bien la force de ses activités et leur caractère essentiel à la vie de ses mandants.

Des activités multiples en synergie

Le CETASSO mène de nombreuses activités pour créer du lien au sein de notre communauté et construire des ponts avec la population de l'Oriental et plus particulièrement d'Oujda. C'est ainsi que nous organisons des événements tout au long de l'année, comme des semaines d'intégration pour les nouveaux arrivants, des compétitions sportives, des concerts ou encore des soirées de gala, lors d'occasions à forte valeur symbolique, comme la Journée de la Femme, chaque 8 mars.

De même, nous mettons en place des formations sur-mesure, pour toutes celles et ceux qui souhaitent perfectionner leurs connaissances en informa-

tique, en entrepreneuriat, ou encore en matière de développement personnel. Nous organisons aussi des cours de langue, en particulier pour les nouveaux arrivants, qui ont parfois des difficultés pour suivre les cours ou communiquer avec leur nouvel entourage.

Ces rassemblements, lors des formations ou à l'occasion d'une manifestation culturelle ou sportive, permettent aussi à nos membres d'échanger avec les responsables de notre Cercle au sujet de tout problème administratif ou financier qu'ils pourraient rencontrer. L'obtention de la carte de séjour par nos adhérents est au nombre des dossiers que nous suivons.

Sur toutes sortes de questions susceptibles d'améliorer le quotidien des membres de notre communauté, nous apportons notre soutien logistique et de l'aide, matérielle et psychologique, à ceux qui en expriment le besoin. Le CETASSO a ainsi noué des partenariats très utiles au bénéfice de ses adhérents avec des compétences nécessaires (dentiste, ophtalmologue par exemple).



Nous menons ces actions sur la durée et en toute indépendance, de manière totalement autonome depuis 1991. Comme son nom l'indique, cette association, que j'ai l'honneur de présider, représente les jeunes étudiants africains subsahariens installés dans l'Oriental.

➤ International

Elle est la seule entité de la Région représentant cette communauté et comporte quasiment toutes les nationalités du continent, avec près d'un millier d'adhérents. Certains pays sont fortement représentés, comme le Mali avec une centaine de membres. Une partie des adhérents sont boursiers d'Etat (ou d'une Collectivité territoriale) mais leurs pensions sont souvent insuffisantes pour couvrir les coûts de leur vie quotidienne. Pour ceux venus suivre leurs études à leurs frais, les conditions de vie ne sont pas plus faciles. Ils logent en cité universitaire ou sont en colocation dans des appartements. Certains, plus rares, vivent chez l'habitant.

Un espace de dialogues

Le CETASSO constitue avant tout un espace d'échanges qui vise à rassembler notre communauté, au-delà des origines et des religions. Nous souhaitons tous inscrire notre action dans le cadre de la mise en valeur des patrimoines immatériels forts dont tous les pays africains sont richement dotés. Parmi nos objectifs prioritaires, il y a, au premier chef, notre volonté de renforcer la coopération Sud-Sud et l'amitié panafricaine. Si nos membres sont aujourd'hui de jeunes intellectuels expatriés qui ont choisi le Maroc pour y faire

UNE SUCCESS STORY PARMI BIEN D'AUTRES

Un ancien Président du CETASSO est sans doute le plus connu des «anciens» de l'association : l'actuel Ministre des Affaires Etrangères de la République de Gambie, Monsieur Moumoudou Tangara.



LA «SEMAINE AFRICAINE»

Chaque année, le CETASSO organise la «Semaine Africaine» destinée à mieux faire connaître la communauté des étudiants sub-saharien ainsi que leurs pays d'origine aux habitants de l'Oriental. Celle de 2022, dernière en date, avait réuni plus de 500 participants avec la participation de Monsieur le Wali de l'Oriental, du Directeur Général de l'Agence de l'Oriental, et de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Guinée Bissau et du Mali. De nombreux autres organismes et de grandes institutions étaient représentées. Le slam, les musiques et le théâtre ont structuré le spectacle exceptionnel proposé aux participants.



leurs études supérieures, ils seront demain des acteurs majeurs du développement dans leur pays, comme le sont devenus leurs prédécesseurs ; des médecins, des ingénieurs (génie civil et génie électrique notamment), des cadres dotés de masters et doctorats, des techniciens spécialisés... Tous auront en commun ces années d'études passées à Oujda et seront sans doute les meilleurs ambassadeurs du Royaume, dans cette dynamique de renouveau des liens d'amitié que le Maroc partage avec les pays situés au Sud du Sahara.

Un nouvel élan

Cette mission, essentielle pour le renforcement des coopérations culturelle, économique et politique entre le Maroc et nos pays, sera portée par nos membres avec beaucoup d'énergie et de talent, ne serait-ce que par devoir historique envers une Région qui a marqué l'Histoire du continent. On le sait, Oujda, Berkane et d'autres localités de l'Oriental, ont accueilli, au début des années 1960, de nombreux leaders nationalistes en lutte pour l'indépendance de leur pays, devenus plus tard de hauts responsables de retour chez eux, et parfois des chefs d'Etat, comme le plus connu d'entre eux, Nelson Mandela. C'est pourquoi, au CETASSO, nous affirmons qu'il est de notre devoir, et de celui de toute notre génération, de

nous donner les moyens de nous inscrire dans cette continuité historique. Cela nous permettra notamment de nous impliquer dans la mise en valeur de l'espace régional qui nous accueille. Pour l'exercice 2023, afin de redévelopper nos activités, nous avons constitué une nouvelle équipe, dénommée «Défis». Elle a pour mission principale d'insuffler un nouvel élan pour encourager nos jeunes membres à s'engager plus encore dans l'organisation d'événements ouverts à tous.

L'idée est que nous soyons encore plus présents sur la scène sociale et culturelle à Oujda et plus largement dans l'Oriental. Chacun apportera son énergie et son talent pour organiser, comme par le passé, des soirées culturelles et des rencontres amicales, comme le «Thé-débat», où nous pourrions partager nos points de vue sur divers sujets en lien avec le développement de notre continent.

Nos partenaires sont notamment le Conseil Régional de l'Oriental, la Wilaya, l'Agence de l'Oriental, l'Université Mohammed 1er d'Oujda et le Centre d'Etudes et de Recherches Humaines et Sociales (CERSHO). Avec eux, nous avons l'ambition de mener des actions porteuses, constructives et pérennes pour améliorer encore l'intégration de nos jeunes étudiants dans ce Maroc qui les accueille, les forme et les prépare à un avenir meilleur sur notre continent.



YELO, LE RÉSEAU DES JEUNES ELUS LOCAUX D'AFRIQUE

Jean Pierre ELONG MBASSI,
Secrétaire Général de CGLU Afrique

Le nouveau Réseau doit son nom courant à l'acronyme de son appellation anglaise : YELO, contraction de Young Elected Local Officials. Cette initiative portée par CGLU Afrique ne pouvait être mieux présentée que par le Secrétaire Général de cette organisation ; il en expose le contexte, l'historique, les enjeux et les ambitions. C'est de la présence et du rôle de la jeunesse dans la gouvernance des collectivités locales d'Afrique dont il est question ; de la prise en compte de ses problèmes et attentes spécifiques également.

Cités et Gouvernement Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique), l'organisation représentative et la voix des collectivités territoriales d'Afrique, considère une plus grande participation des femmes et des jeunes dans la gouvernance des villes et territoires d'Afrique comme l'un des éléments majeurs à prendre en compte en vue de la transformation structurelle du continent africain.

L'exemple des femmes pour mieux représenter la jeunesse

C'est pour cette raison qu'en 2011, CGLU Afrique a mis en place et soutenu le développement du réseau des femmes élues locales d'Afrique (REFELA). L'existence et l'action menée par REFELA n'est pas indifférente à l'arrivée de femmes à la position de Président ou Gouverneur de Région, Comté ou Province, ou encore Maire de grande ville ou de ville moyenne.

La présence de femmes à la position de leader des collectivités a une influence certaine sur l'inclusion dans les politiques de certaines problématiques auxquelles on n'accordait guère d'attention auparavant, comme la question des enfants de la rue ou des enfants fantômes (non connus par l'Etat civil), ou encore celle des violences faites aux femmes et aux filles.

La création du Réseau des Jeunes Elus Locaux d'Afrique (YELO) en tant que Réseau politique spécifique de CGLU Afrique participe de la même logique. Il est apparu aux membres de CGLU Afrique que les instances de gouvernance des collectivités territoriales devraient autant que possible mieux refléter le poids des jeunes dans la population desdites collectivités.

C'est ce qui a conduit CGLU Afrique à proposer la création du Réseau YELO et à réunir les conditions de sa mise en œuvre.



Monsieur Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire Général de CGLU Afrique, à la tribune de l'Assemblée Générale constitutive du Réseau YELO, le 31 octobre 2022, à Tanger

Ce Réseau a pour vocation de réunir tous les élus des collectivités territoriales d'Afrique âgés de 35 ans et moins ainsi que les collectivités territoriales dont le leader (Maire, Président de Région, Province, Comté ou équivalent) est âgé de 35 ans et moins au moment de l'élection des membres des instances.

La création de YELO et ses ambitions légitimes

Lors de son assemblée générale constitutive réunie à Tanger le 30 octobre 2022, les membres fondateurs de YELO ont élu pour un mandat de 3 ans arrivant à échéance en décembre 2025, les 15 membres du Bureau du Réseau ainsi que les 5 membres de la Présidence du Réseau, dont le Président : un mandat attribué à la Ville de Dakhla au Maroc. Cette assemblée a également adopté un plan triennal d'action de YELO qui priorise notamment :

- 1. la mise en place des chapitres-pays de YELO et la création de la base de données du Réseau ;
- 2. la promotion de l'inclusion des jeunes dans la sphère politique locale, notamment à travers la sensibilisation des partis politiques, le plaidoyer auprès des autorités nationales et locales ;
- 3. l'implication des jeunes dans des dialogues avec les parties prenantes pour inclure définir les actions à conduire en réponse aux priorités des jeunes et leur inclusion dans les politiques et stratégies des collectivités territoriales ;
- 4. l'identification des pratiques et modèles inspirants et l'organisation des échanges entre collectivités autour de ces expériences inspirantes ;
- 5. la définition et mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources pour assurer le financement des actions prioritaires identifiées.

Les enjeux et les objectifs de YELO, tracés par ses fondateurs

Les experts estiment que depuis les années 2020, près de 20 millions de jeunes Africains se présentent chaque année sur le marché du travail dont seulement une petite partie trouvera à

s'employer dans la partie formelle de l'économie. La majorité d'entre eux s'efforcent de gagner leur vie dans les secteurs de l'économie dit informels.

Cette situation fait obligation aux personnes en responsabilité d'imaginer des solutions pour que cette jeunesse ait accès à un travail qui leur assure un revenu décent, à défaut de quoi une proportion de plus en plus importante de jeunes considérera qu'elle n'a pas de futur sur ce continent et devra rechercher son salut hors d'Afrique.



La première action que vont entreprendre les membres du Réseau YELO est d'insister sur la nécessité de changer la manière de considérer les jeunes, qui ne doivent plus être regardés d'abord comme un problème mais avant tout comme un actif ouvrant le champ à de nombreuses opportunités. Par exemple, il est difficilement envisageable de réaliser la transformation digitale des collectivités territoriales d'Afrique sans compter sur les jeunes talents mobilisés dans le domaine du codage digital.

Pour donner un autre exemple, il suffit d'évoquer les domaines des industries culturelles et créatives et du sport business, qui représentent également un immense gisement d'emplois pour les

jeunes, à condition que les formations et les incitations appropriées soient mises en place au niveau national et territorial.

Les membres du Réseau YELO sont donc particulièrement interpellés pour explorer les solutions innovantes afin de répondre aux attentes des jeunes en tant que responsables politiques de la même génération que les jeunes en recherche d'opportunités. Ceci requiert que les membres du Réseau YELO aient une connaissance la plus précise possible des besoins et aspirations de leurs congénères, y compris ceux qui vivent dans les quartiers d'habitat informel. Ceci requiert aussi que les membres du Réseau YELO prennent l'initiative d'organiser des dialogues structurés avec les jeunes au sein de leurs territoires, en vue de traduire les aspirations exprimées par les jeunes en projets à inclure dans les politiques et stratégies territoriales.

D'où l'importance d'exposer les membres du Réseau YELO aux méthodes et outils du Coaching Territorial pour qu'ils soient en mesure d'impliquer les jeunes dans la construction d'une vision commune du développement de leurs territoires et de définir les modalités de leur mobilisation pour la réalisation de cette vision.

A l'issue de cet exercice de construction de visions et trajectoires pour leurs réalisations, les membres de YELO devront aussi mener un plaidoyer auprès des conseils et des exécutifs des collectivités territoriales pour mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ces politiques et stratégies prioritaires.

Le niveau des attentes vis-à-vis des membres de YELO est donc très élevé. C'est pourquoi aucun effort ne devrait être ménagé pour faire du Réseau YELO l'un des acteurs majeurs du changement dans la gouvernance des collectivités territoriales en Afrique et de la transformation structurelle du continent africain qu'appelle l'Agenda 2063 de «L'Afrique que Nous Voulons», promu par l'Union Africaine.



LA REVUE

ORIENTAL .MA

CONTRIBUE
À LA
CONSTITUTION
ET À LA
CIRCULATION
DU SAVOIR



DÉJÀ
24
NUMÉROS
PUBLIÉS

Toutes les publications
de l'Agence de l'Oriental
sont consultables sur :
www.oriental.ma